

page 673 lectures

PRE

**DAS AMT UND DIE VERGANGENHEIT. DEUTSCHE DIPLOMATEN IM DRITTEN REICH
UND IN DER BUNDESREPUBLIK**

Eckhart Conze, Norbert Frei, Peter Hayes et Moshe Zimmermann

Munich, Karl Blessing Verlag, 2010, 880 pages

Un des plus grands défis de la société allemande après la fin de la Seconde Guerre mondiale consiste à se pencher sur son histoire et notamment sur les crimes commis durant le III^e Reich. Le terme allemand *Vergangenheitsbewältigung*, difficilement traduisible et souvent repris dans les autres langues, décrit le fait de travailler sur son passé et de le maîtriser. Il s'agit d'un processus long et douloureux, accompagné de discussions vives, comme l'illustrent deux exemples récents : le débat soulevé par Daniel J. Goldhagen et le débat sur l'exposition consacrée à la *Wehrmacht* (force de défense, nom donné à l'armée allemande de 1933 à 1945) en 2004. Dans son livre *Hitler's Willing Executioners* paru en 1996, l'historien américain Daniel J. Goldhagen avance la thèse selon laquelle les Allemands « ordinaires » n'étaient pas seulement au courant de l'existence de l'Holocauste, mais qu'ils l'ont soutenu en raison d'un « antisémitisme éliminatoire » unique et virulent présent dans l'identité allemande et qui s'était développé au cours des siècles précédents¹. Les historiens y ont vu une extension de la *Historikerstreit* des années 1980, controverse historiographique et politique portant sur la place à accorder à la Shoah et à la date à laquelle l'extermination des juifs d'Europe a été décidée. Le débat sur l'exposition autour de la *Wehrmacht* portait sur la généralisation des crimes, son titre même – « Les crimes de la *Wehrmacht* » – étendant la notion de culpabilité sans distinguer entre coupables, complices et témoins.

La *Historikerstreit* a repris en 2010 et démontré la complexité de la réflexion sur l'implication des Allemands dans le III^e Reich, avec la publication du rapport *Das Amt* sous la direction de quatre historiens renommés : Norbert Frei de l'université de Jena, Eckhart Conze de l'université de Marburg, Peter Hayes de la North Western University et Moshe Zimmermann de la Hebrew University de Jérusalem, qui analysent l'implication du ministère des Affaires étrangères allemand (*Auswärtiges Amt*) dans les crimes du III^e Reich. Comme ce fut le cas pour la *Wehrmacht*, l'*Auswärtiges Amt* s'est longtemps présenté comme un lieu neutre, voire de résistance, contre le régime nazi, même si les faits prouvaient le contraire. En 1946, deux anciens ministres des Affaires étrangères du III^e Reich, le baron Konstantin von Neurath et Joachim von Ribbentrop furent condamnés dans le cadre du procès de Nuremberg pour complot, crime contre la paix, crime de guerre et crime contre l'humanité. Plusieurs autres diplomates, tel le

1. D. J. Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners: Ordinary Germans and the Holocaust*, New York, Knopf, 1996.

secrétaire d'État Ernst von Weizsäcker, ont été condamnés à de longues peines de détention lors du procès de la Wilhelmstrasse (rue où l'*Auswärtiges Amt* était installé). Pourtant, le mythe du diplomate noble et honorable persistait dans la mémoire collective des Allemands. Deux livres évoquant l'implication de l'*Auswärtiges Amt*, *The Final Solution and the German Foreign Office*² de Christoph Browning et *Seilschaften*³ de Hans-Jürgen Döscher, furent largement ignorés lors de leur parution. Dans ce contexte, pourquoi un nouveau rapport a-t-il été commandé et pourquoi a-t-il déclenché un débat féroce entre historiens et dans les médias ?

Le déclencheur fut la question des diplomates membres du parti nazi, le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, NSDAP) : devaient-ils être honorés par une nécrologie dans le bulletin officiel de l'*Auswärtiges Amt* ? Une collaboratrice en retraite a ainsi fait opposition à la publication de l'avis de décès de Franz Nüsslein, « protecteur du Reich » à Prague. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Joschka Fischer, a décidé que les anciens membres du NSDAP ou des autres organisations impliquées dans le III^e Reich ne devaient plus être honorés dans le bulletin officiel de l'*Auswärtiges Amt*, dès septembre 2003. Le premier concerné par cette mesure a été Franz Krapf, ancien membre du NSDAP et de la *Schutzstaffel* (SS), ambassadeur à Tokyo ainsi qu'à la représentation permanente de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) avant sa retraite. L'absence d'hommage a été critiquée par plusieurs anciens diplomates, qui ont qualifié la décision de « généralisatrice ». Pour cette raison, Joschka Fischer a demandé à une commission d'historiens d'analyser le « rôle de l'*Auswärtiges Amt* dans le III^e Reich et le réengagement des diplomates impliqués dans les crimes du III^e Reich après la Seconde Guerre mondiale ». Les 880 pages du rapport sont principalement divisées en deux parties.

Dans la première partie, les auteurs démontrent que l'*Auswärtiges Amt* fut impliqué dès février 1933, ayant activement soutenu la politique de l'appareil nazi. Les historiens se concentrent sur les cas individuels de plusieurs diplomates sans oublier les cas – rares – de résistance. Ils n'examinent donc pas seulement les activités de la direction D III en charge la « question juive », mais aussi les agissements de plusieurs diplomates qui ont proposé certaines mesures, ou coordonné les déportations. L'ambassade allemande à Paris, sous la direction de l'ambassadeur Otto Abetz, nommé par Adolf Hitler, a par exemple joué un rôle important dans la

2. C. Browning, *The Final Solution and the German Foreign Office: A Study of Referat D III of Abteilung Deutschland 1940-1943*, New York, Holmes & Meier, 1978.

3. H. J. Döscher, *Seilschaften. Die verdrängte Vergangenheit des Auswärtigen Amtes*, Berlin, Propyläen Verlag, 2005.

question juive. Depuis la rue de Lille et le palais de Beauharnais, aujourd'hui résidence de l'ambassadeur allemand, les déportations de juifs français furent activement soutenues. Cette participation s'explique notamment par trois raisons : les diplomates ont souvent fait preuve d'un patriotisme imperturbable ; ils voulaient se venger du traité de Versailles ; et ont même parfois adhéré personnellement à la doctrine antisémite du III^e Reich.

Plus inquiétant encore, le réengagement de plusieurs diplomates au passé national-socialiste dans l'*Auswärtiges Amt*, dès sa refondation en 1951, tandis qu'un acteur de l'opposition comme Fritz Kolbe, informateur des États-Unis, se voyait refuser un nouveau poste au sein du ministère. La seconde partie de l'ouvrage développe une argumentation frappante sur la continuité à l'*Auswärtiges Amt* après la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci avait déjà été critiquée par une commission d'enquête du *Bundestag* en 1952. Le rapport démontre que l'*Auswärtiges Amt* fut indulgent pour le réengagement des anciens diplomates. Si le ministère voulait peser sur la scène internationale, il était obligé d'avoir recours aux compétences de ses anciens diplomates. Après 1951, 42 % des hauts fonctionnaires étaient d'anciens membres du NSDAP.

Les résultats de l'étude ont déclenché un nouveau *Historikerstreit*, et plusieurs historiens et notamment Hans Mommsen et Rainer Blasius⁴ ont fait part de leur hostilité au rapport. Pour ces derniers, il ne satisfait pas aux exigences scientifiques. Pour preuve, les historiens citent plusieurs passages du rapport : « L'accord de l'*Auswärtiges Amt* à la déportation de 6 000 juifs à Auschwitz fut communiqué à Eichmann par une lettre de Rademacher portant les paraphes de Luther, Weizsäcker et Woermann. » Ces historiens avancent que les paraphes ne se trouvaient pas sur la lettre mais sur un brouillon. Le rapport affirme ensuite qu'Ernst von Weizsäcker a changé une formulation : plutôt que d'écrire que le ministère n'a aucune réserve contre l'action (*keine Bedenken*), Weizsäcker précise que le ministère ne s'y oppose pas (*kein Einspruch*). La commission qui a rédigé le rapport se réfère au livre de Hans-Jürgen Döscher, qui constate pourtant deux changements dans le texte. Selon Döscher, Weizsäcker a ainsi essayé de restreindre le nombre de juifs déportés en précisant que la mesure concernerait seulement « les juifs connus par la police ». De plus, le rapport est critiqué pour sa généralisation de la culpabilité des diplomates, sans apport de nouveau fait scientifique.

La critique au nom d'une surestimation du rôle de l'*Auswärtiges Amt* est pourtant injustifiée. Certes, la direction traitant la « question juive » a eu

4. Voir notamment R. Blasius, « Schnellbrief und Braunbuch », *Faz.net*, 13 janvier 2011.

un rôle clé, mais un grand nombre de diplomates ont aussi adhéré individuellement à l'idéologie antijuive, comme l'ambassadeur Abetz, cité plus haut à propos de son implication personnelle dans la déportation des juifs français. Fritz Rademacher, responsable de la direction des Affaires juives, a ainsi pu remplir une note de frais indiquant « liquidation des juifs à Belgrade » comme objet de sa mission. Cette note de frais est connue depuis longtemps : mais le rapport ne prétend pas révéler d'éléments nouveaux. Cette information avait peu attiré l'attention dans les années 1950, mais elle a choqué en 2010.

Si les 880 pages du rapport révèlent peu de nouveaux éléments d'un point de vue scientifique, le fait que la discussion sur l'implication des ministères au sein du III^e Reich ait été reprise en particulier dans les médias ne devrait pas être sous-estimé. Ce débat prouve que la *Vergangenheitsbewältigung* n'est pas encore close et que la communauté scientifique ainsi que la société civile ont besoin de connaître la vérité, tant les mythes ont su se maintenir jusqu'au XXI^e siècle. *Das Amt* a donné le coup d'envoi pour une remise en question de l'implication des autres services politiques dans les crimes du III^e Reich. Des nazis de premier plan ont ainsi repris leurs fonctions dans l'administration de la République fédérale – notamment dans la police. Le ministère des Finances a commandé une étude à l'été 2009. Contrairement à l'*Auswärtiges Amt*, peu de travaux ont analysé le rôle du ministère des Finances dans les crimes du III^e Reich. Plusieurs domaines devraient pourtant être étudiés : le vol des biens des juifs allemands et européens, la question du financement de la guerre et donc la politique fiscale, etc.

Das Amt était donc un rapport indispensable. Il a de plus initié la remise en question des autres ministères. Le lecteur découvre un rapport qui a ses exigences scientifiques et qui se lit comme un roman policier, à la fois captivant et choquant. Le livre existe seulement en allemand, mais le public international peut espérer une traduction prochaine.

Nele Wissmann

RELATIONS INTERNATIONALES

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DU MONDE. IDÉOLOGIES, STRUCTURES, CONTRE-POUVOIRS

Georges Corm
Paris, La Découverte, 2010,
300 pages

Georges Corm signe ici un ouvrage pédagogique limpide sur l'état actuel du monde. Cet économiste de profession, spécialiste du Moyen-Orient et de la Méditerranée, a forgé son expertise au cours de nombreuses années de conseil auprès d'organismes internationaux et d'institutions financières. Il livre une analyse critique de la mondialisation et se lance dans un plaidoyer contre les « absurdités sociales auxquelles le monde globalisé nous a menés, et continue de le faire tous les jours ».

Reprenant tour à tour les facteurs culturels, sociologiques, politiques et économiques qui ont donné sa force au mouvement de globalisation, l'auteur entend aller contre les idées reçues et identifier les causes premières des dérèglements dont nous sommes victimes.

Sa démonstration se déroule alors de manière méthodique. Reprenant les fondements du néolibéralisme, G. Corm explique à quel point il est nécessaire d'en démystifier la doctrine économique et de sortir des éternels (faux) débats. Il faudrait par exemple cesser de vouloir sans cesse réduire la place de l'État dans l'économie, de prôner la sacro-sainte

flexibilité des salaires, d'idéaliser les systèmes de retraites par capitalisation ou de croire en l'existence de bonnes pratiques pour les investisseurs.

Pire, d'après l'auteur : la grille de lecture du néolibéralisme, non contente de rétrécir le champ des débats économiques, nous empêche de faire face convenablement aux grands enjeux de notre temps. La lutte contre le réchauffement climatique, par exemple, est faussée « par tous ces *a priori* de la doctrine néolibérale en vertu de laquelle il faut refuser tout contrôle direct des États sur les questions du réchauffement climatique ». Ne devrait-on pas plutôt s'attaquer à la société de consommation et aux gaspillages économiques massifs qu'elle entraîne ? La lutte contre la faim dans le monde et la pauvreté subissent la même logique : sous couvert d'un développement à visage humain, nous oublions d'interroger les causes des inégalités sociales et matérielles, de l'exclusion et de la pauvreté.

Comment, dans ces conditions, aborder les problèmes cruciaux qui demeurent dans le monde ? Comment remettre en cause les dérèglements des systèmes de production des grands pays industrialisés ? Comment sortir des réflexes pavloviens du consumérisme, qui aujourd'hui se retrouvent même dans les logiques politiques ? Autant de questions posées par l'auteur, qui n'hésite pas à étayer

ses propos de théories élaborées par les grands penseurs de l'altermondialisme.

Ces remises en cause viennent alors interroger l'évolution de l'enseignement de l'économie. Pour G. Corm, « l'enseignement académique de l'économie prétend désormais avoir accédé au statut de "science dure". L'absence de discussions approfondies sur cette question permet à ce pouvoir de continuer à fonctionner avec la légitimité que lui attribue l'enseignement de l'économie, stéréotypé et homogénéisé à l'échelle mondiale. » En ligne de mire notamment : la mathématisation de l'approche économique et la tentation de faire de l'économie une science capable de prédire l'avenir avec certitude. Sans parler de la financiarisation de l'économie et de l'utilisation à outrance des modèles économétriques.

G. Corm scrute le pouvoir mondialisé et l'uniformisation du monde pour s'essayer à un – fort utile – exercice prospectif de démondialisation.

Anne-Sophie Novel

HISTOIRE

DE L'INDIGÉNAT. ANATOMIE D'UN « MONSTRE » JURIDIQUE. LE DROIT COLONIAL EN ALGÉRIE ET DANS L'EMPIRE FRANÇAIS

Olivier Le Cour Grandmaison
Paris, La Découverte, 2010,
204 pages

Olivier Le Cour Grandmaison est un chercheur engagé. À cheval sur les sciences politiques, l'histoire, la sociologie, le droit, son œuvre se lit comme une déconstruction de l'aventure coloniale, dont il montre que le caractère impérial et violent continue à imprégner nos sociétés. Son dernier ouvrage prolonge ses précédents essais : *Coloniser, exterminer. Sur la guerre et l'État colonial* (Paris, Fayard, 2005) ; *La République impériale : politique et racisme d'État* (Paris, Fayard, 2009).

Ce livre a le mérite de nous faire (re)découvrir une matière tombée dans l'oubli : le droit colonial. Les historiens du droit la dédaignent, les historiens l'ignorent. Si Laure Blévis lui a consacré une thèse de science politique encore inédite¹, la majorité des politistes s'en désintéresse. Les textes, dont l'accès à l'époque était déjà rendu difficile par leurs incessantes modifications, sont aujourd'hui inaccessibles.

1. *Sociologie d'un droit colonial. Citoyenneté et nationalité en Algérie 1865-1947 : une exception républicaine ?*, thèse pour le doctorat de science politique, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, 2004.

O. Le Cour Grandmaison nous entraîne dans les arcanes de cet « immense continent englouti », dont il reprend les commentaires qu'en faisait la doctrine de l'époque². Il commente longuement le Code de l'indigénat, dont la première version fut adoptée en 1875 en Algérie, et sa cohorte de sanctions administratives que les gouverneurs généraux – qu'Amadou Hampâté Bâ surnommait « les dieux de la brousse » – pouvaient infliger aux « indigènes », en violation du principe de la séparation des pouvoirs : internement administratif, déportation, amende collective contraire au principe de l'individualité des peines, mise sous séquestre, travail forcé, restriction des libertés d'expression, de réunion, d'association, etc. Il révèle ainsi un système structurellement inégalitaire, dans lequel les impératifs de la colonisation justifiaient que soit appliqué aux indigènes un état d'exception permanent.

Si O. Le Cour Grandmaison accorde autant d'attention à l'exégèse de ces textes oubliés, c'est qu'ils révèlent de façon éclatante les contradictions du projet colonial. Menée au nom des Lumières, s'auto-justifiant comme un acte désintéressé de civilisation, la conquête coloniale s'avère n'être qu'une entreprise impériale et dominatrice. La France, patrie

des Droits de l'homme, viole dans ses colonies les principes universels de la Révolution. Et elle le fait en connaissance de cause, nous dit l'auteur, qui prend un malin plaisir à révéler chez les plus grands républicains (Jules Ferry, Albert Sarraut, Paul Doumer, etc.) un relativisme juridique aujourd'hui inadmissible. Même ceux qui s'élevaient contre cet arbitraire restaient prisonniers d'une conception inégalitaire et raciste. Certes, cet ordre était en théorie transitoire, ne valant que le temps que les « indigènes » atteignent aux progrès de la civilisation. Mais dans les faits, et surtout dans les esprits, cet horizon était si lointain que l'assujettissement des « sujets » de l'Empire semblait devoir durer toujours.

L'auteur est hélas moins convaincant quand, troquant l'habit de l'historien pour la robe du procureur, il jette des ponts entre la législation coloniale et le droit contemporain sur l'entrée et le séjour des étrangers et se lance, dans une conclusion aussi virulente qu'hors sujet, dans une violente diatribe contre le refus sarkozyste de toute repentance coloniale.

Yves Gounin

2. Il cite longuement les *Principes de colonisation et de législation coloniale* d'A. Girault (1895), le *Traité élémentaire de législation algérienne* d'É. Larcher et G. Rectenwald (1923) et les *Répétitions écrites de législation coloniale* de R. Maunier (1939).

**THE THREE EMPERORS: THREE COUSINS,
THREE EMPIRES AND THE ROAD TO WORLD
WAR ONE**

Miranda Carter
Londres, Penguin Books, 2010,
568 pages

Miranda Carter a eu l'idée ingénieuse de reconstruire le processus menant à la Première Guerre mondiale en se focalisant sur les trois souverains qui furent au pouvoir dans les années décisives 1914-1918 : Guillaume II, Nicolas II et George V. Mais elle dit aussi avoir été tentée par le titre « Quatre empereurs et une impératrice », sans autre précision. Au lecteur de découvrir que l'« impératrice » désigne la reine Victoria, proclamée « Empress of India » en 1876, et que d'autre part les deux rois régnant outre-Manche devinrent du même coup empereurs, ce dont bénéficièrent non seulement George V, mais aussi son père Édouard VII, fils de Victoria, qui régna de 1901 à 1910. Rappelons aussi que Nicolas II et Guillaume II étaient cousins germains et que le *kaiser* était l'aîné des petits-fils de Victoria (reportez-vous aux arbres généalogiques du début du livre, si vous perdez pied).

Les trois souverains, fort différents par ailleurs, avaient au moins un trait commun : une passion effrénée pour la chasse. Quelques chiffres révélateurs : pour le tsarévitch Nicolas, 667 bêtes mortes pour 1 596 coups de feu tirés, et cela pour une seule journée de l'hiver 1893 ;

durant l'année 1897, le *kaiser* a abattu au total 33 967 bêtes ; quant à George V, il n'était pas en reste : il lui arriva de tuer 1 000 faisans en un jour. Hors cette troublante similitude dans la frénésie cynégétique, peut-on établir entre eux une hiérarchie quant au rôle qu'ils ont joué sur la scène internationale ?

Oui. En se souvenant qu'aucun n'a été bon, le moins mauvais fut sans doute George V. Certes, « il détestait voyager à l'étranger, ne parlait qu'anglais et ne s'intéressait pas vraiment aux affaires étrangères [...], il jugeait les Français efféminés et faisait exprès de mal prononcer les mots français ». Un bilan assez peu glorieux mais, dans une monarchie « à l'anglaise », sa capacité de nuisance était limitée. Finalement, le seul homme sur l'avenir duquel il eut un pouvoir (négatif), c'est son cousin Nicolas II, après son abdication en février 1917 : le roi réussit à retarder l'exfiltration de telle façon que la force des choses, c'est-à-dire l'Armée rouge, la rendit sans objet.

Quant à Guillaume II, il faut veiller à bien distinguer le temps de paix du temps de guerre. Avant 1914, le *kaiser* se débarrassa du chancelier Bismarck sans chercher à assimiler son héritage géopolitique (ce dont il était probablement incapable), pour donner libre cours à ce qu'il appelait sans rire sa diplomatie personnelle, avec d'innombrables gaffes ou faux pas dont ses ministres se bornèrent à limiter l'impact.

Une fois la guerre déclarée, on veilla en revanche à lui éviter le plus possible tout contact avec la réalité du front – autant de soins palliatifs qui ne pouvaient remédier à la désastreuse absence de coordination entre le pouvoir militaire et les autorités civiles, ce à quoi lui seul aurait eu le pouvoir de remédier.

C'est Nicolas II qui mérite sans aucun doute la médaille d'or de l'incapacité. Certes, comme ses deux cousins, il n'a rien fait pour rendre la guerre plus probable. Mais Miranda Carter nous fait comprendre qu'en rétablissant, après 1905, l'autocratie de droit divin qu'il avait accepté à contrecœur d'atténuer par de timides réformes, le tsar laissa perdurer un appareil d'État durablement incapable de faire face à des années d'effort de guerre intense. Dès lors, ne porterait-il pas une assez lourde responsabilité dans l'effondrement brutal du front russe à l'est ?¹

Bernard Cazes

L'AVÈNEMENT DE LA DÉMOCRATIE. À L'ÉPREUVE DES TOTALITARISMES 1914-1974 (VOL. 3)

Marcel Gauchet

Paris, Gallimard, 2010, 661 pages

Vers 1900, le socialisme se scinde. Pour Edouard Bernstein, la démoc-

ratie est la « condition » du socialisme qui est le successeur chronologique du libéralisme et même son « héritier spirituel légitime ». Le socialisme est un libéralisme organisateur, une application de la démocratie à toute la vie sociale. Pour Karl Kautsky, au contraire, la « conscience » socialiste ne surgit pas spontanément mais uniquement sur la base d'une profonde connaissance scientifique et le « porteur » de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois. Lénine adopte cette conception d'une conscience de classe apportée de l'extérieur à un peuple réformiste. Étant donné cette extériorité de la révolution envers la dynamique sociale spontanée, la conquête du pouvoir requiert un instrument spécialement conçu à cet effet, et son exercice un appareil d'État spécifique.

Le premier conflit mondial donne aux peuples le sentiment d'avoir retrouvé des vérités premières de l'existence politique. Marianne Weber, l'épouse du sociologue, salue « l'heure de la désindividualisation », une soif d'idéal et d'abnégation dans laquelle communie François Lachelier, jeune intellectuel socialiste et petit-fils du philosophe Jules Lachelier. Selon le juriste fasciste Alfredo Rocco : « La société a des buts propres de conservation, d'expansion et de perfectionnement distincts de ceux des individus qui, à un moment donné, la composent ». Ces affirmations, que la démocratie libérale hésite à prendre en compte (et qui resurgissent encore de nos jours), furent enrôlées dans l'orbite des

1. Miranda Carter écrit, il est vrai, que « Wilhelm donna l'autorisation le 24 mars 1917 de laisser Lénine entrer en Russie pour y créer le maximum de chaos et de déstabilisation » (p. 480). S'agissait-il oui ou non d'une simple formalité ?

totalitarismes et contribuent à expliquer la séduction de leurs sirènes.

L'auteur dépeint à merveille comment le totalitarisme se regarde pris dans un corps-à-corps titanesque avec l'Histoire. Ses victoires ne peuvent être qu'à la Pyrrhus car, guetté par des maux de corruption bureaucratique, il trahit ses promesses et, pour détourner l'attention, doit toujours poursuivre sur sa lancée, mobiliser l'enthousiasme, augmenter la mise, élever le niveau des ambitions, élargir le théâtre des opérations. C'est l'une des raisons pour lesquelles le nazisme se lance dans une escalade de tueries. En 1945, triomphant l'État providence, la volonté de pluralisme politique et l'ambition de justice sociale. La social-démocratie anglaise de William Beveridge laisse libre cours à l'inventivité des membres de la société dans des carrières ouvertes et compétitives. Aujourd'hui, c'en est fini du totalitarisme. L'unité politique a définitivement pris la relève de « l'unité religieuse ». C'était un soubresaut de la vieille idée de cohésion et d'unification religieuse, une tentative de renouer avec l'appartenance organique en y faisant converger les volontés individuelles, de ressusciter la forme religieuse par des moyens séculiers, de réinventer « de l'ancien en des termes modernes ».

En tant qu'auteur de référence, Marcel Gauchet pourrait décevoir sur la forme par un manque de concision. Sur le fond, il interprète l'après-guerre comme relance d'une phase du processus de sortie du religieux et

comme réponse sociale-démocrate à un besoin d'incarnation politique, qui aurait su dépasser « l'abstraction » individualiste du libéralisme en se situant « à distance égale de l'illusion libérale et de l'illusion totalitaire ». Peut-être est-ce oublier qu'avant-guerre, Raymond Aron et d'autres libéraux antitotalitaires conseillaient aux démocraties de se réformer au lieu de surenchérir dans l'abstraction de l'antifascisme social-démocrate. Gauchet risque de passer à côté de son sujet en affirmant que les totalitaires cachaient le dessein inavoué d'une réaction religieuse. Loin de vouloir « retrouver les façons de faire habituelles », le totalitarisme fut, aux yeux d'une jeunesse avide de nouveauté et révoltée contre les routines, une tentative avant-gardiste de promouvoir la mobilité sociale contre les rigidités sociales. Le totalitarisme fut pionnier dans tout ce que Gauchet décrit comme des innovations d'après-guerre : la sécurité sociale, le dirigisme, le plan, la statistique, le renforcement de l'exécutif, voire l'écologie et la contre-culture. Mais en 1945, des soldats américains horrifiés obligent la population allemande environnante à venir voir les rescapés du camp de Dachau. C'est le choc de la révélation des meurtres de masse (nazis, japonais et soviétiques) qui déconsidère le militarisme, la chasse aux opposants et le mépris de la vie humaine. Le totalitarisme était une modernisation accélérée qui fit table rase en fonctionnant sur le mensonge et sous la tutelle du scientisme. Il est rejeté au profit d'une patiente entreprise démocratique qui élève le

niveau de vie, laisse vivre en paix et permet l'épanouissement personnel.

Marc Crapez

RETOUR SUR LE XX^e SIÈCLE. UNE HISTOIRE DE LA PENSÉE CONTEMPORAINE

Tony Judt

Paris, Héloïse d'Ormesson, 2010, 624 pages

Singulier exercice que d'écrire un compte rendu d'une compilation de comptes rendus de lectures. Car derrière ce volumineux ouvrage du regretté Tony Judt, au titre un tantinet pompeux – et trompeur –, se cache une série d'articles mal ficelée, suivant un fil rouge plus ou moins solide : le rôle des idées dans l'histoire du XX^e siècle et l'importance de la compréhension de celle-ci pour éviter de revivre les mêmes catastrophes. Heureusement, la qualité de plume et d'érudition du grand historien britannique sauve l'ensemble ; plume acérée, d'ailleurs, qui laissera le souvenir d'un « tonton flingueur » des chroniques.

Si elle est sortie du siècle des génocides, notre civilisation n'est pas pour autant immunisée contre la séduction de ces idées ayant pour ambition d'expliquer le monde par un système simplificateur et globalisant. Ces idéologies ont favorisé le triomphe du « Mal », dont la difficile compréhension reste un défi majeur lancé à la pensée du siècle et qu'Hannah Arendt a affronté avec plus ou moins de bonheur. Si le nazisme est condamné sans appel par tous les

penseurs, le sort du marxisme nous rend perplexe. Malgré la récurrence des témoignages accablants, dès le début du régime soviétique, il est resté « porteur d'un mélange unique, et véritablement original, d'illusion romantique prométhéenne et de déterminisme historique absolu » (Leszek Kolakowski, cité p. 190). La chute du mur de Berlin a laissé orphelins bien des esprits assoiffés de messianisme, et ils s'en sont allés à la recherche d'une nouvelle idéologie, celle qui rend la mondialisation responsable de toutes les difficultés vécues actuellement par notre société. Même méconnaissance de la réalité par paresse intellectuelle – vouloir « maîtriser la totalité de l'histoire et de l'économie sans avoir à étudier ni l'une ni l'autre » (p. 196) –, mêmes conséquences, alors que nous croyons vivre une époque totalement nouvelle. Les intellectuels portent une responsabilité essentielle dans ce fourvoiement et l'auteur dénonce leur « irresponsabilité flagrante dans leur propension désinvolte à encourager la violence envers les autres et à bonne distance » (p. 29). Cette irresponsabilité explique le mépris dans lequel ils tenaient Albert Camus (fustigé par eux pour son « obsession moralisatrice de la responsabilité »), les repentis ou « renégats » du communisme, mais aussi l'attitude des intellectuels progressistes américains après les attentats du 11 septembre, abandonnant tout esprit critique par manque de sang-froid.

L'auteur dénonce les imposteurs (Louis Althusser), ceux qui préfèrent

ne pas mener un examen de conscience (Eric Hobsbawm), les falsificateurs (Henry Kissinger), mais loue également ceux qui ont sauvé la République des lettres du xx^e siècle. Ces derniers, auteurs généralement déracinés « qui voyagent dans le siècle », sont souvent des rescapés des cataclysmes de l'Europe centrale et orientale : Arthur Koestler, Manès Sperber, Leszek Kolakowski, Hannah Arendt, Primo Levi, liste à laquelle il faut ajouter Albert Camus, Edward Saïd, etc. Entre Paris, Londres et New York, où la plupart ont fini leur périple, ces intellectuels ont opposé leur scepticisme aux grandes idéologies, sachant que la fin justifie rarement les moyens, et qu'il faut en témoigner : « Nous serons les cimetières ambulants de nos amis assassinés, leurs linceuls seront nos drapeaux. » (Manès Sperber, cité p. 108.) Mais lorsqu'ils auront disparu, qui témoignera ?

Cette angoisse est d'autant plus poignante chez Judt qu'il a conscience que le travail d'histoire actuel manque sa cible. Nostalgie d'un passé qui se défait rapidement, la mémoire traduite en manuels et monuments tient plus compte d'un malaise de nos sociétés face à l'avenir, ou de communautés revendiquant injustices et souffrances, que de la vérité du passé.

Car d'autres défis nous attendent : la mort du communisme a laissé face-à-face deux projets de société – le libéralisme anglo-saxon et la

social-démocratie européenne. Auteur de gauche, Judt plaide pour la pérennité de l'État, indispensable institution régulatrice et intermédiaire entre les forces du marché mondial et les héritiers de la classe ouvrière. Lui seul, comme lieu de compromis politique, peut apporter une réponse à la question sociale, dont l'ignorance est à la racine des grandes catastrophes du siècle dernier.

Yannick Prost

DÉFENSE

DE BONS PETITS SOLDATS

David Finkel

Paris, Robert Laffont, 2010,
331 pages

Nombre d'ouvrages sur la « guerre d'Irak » ont été écrits par des journalistes américains « insérés » (*embedded*) au sein des forces américaines, à l'instar de ce livre de David Finkel, journaliste au *Washington Post*. L'auteur y raconte les heurs et malheurs d'un bataillon d'infanterie – « 2-16 Rangers » – déployé dans un faubourg déshérité à l'est de Bagdad dans le contexte du *surge* de 2007-2008, au moment où le général David Petraeus prend le commandement de la Force multinationale.

D. Finkel n'a été inséré qu'au sein d'un seul et unique bataillon pendant huit mois, étalés sur un an. Paradoxalement, c'est cette limite qui

constitue l'atout principal du livre. L'auteur ne prétend pas donner une vision d'ensemble du *surge* ou tirer de grands enseignements de son expérience de la contre-insurrection. Il ne cherche même pas à savoir si le *surge* a réussi à réduire le fiasco américain en Irak, et encore moins pour quelles raisons nombre de jeunes chiïtes des environs de Rustamiyah rejoignent l'Armée du Mahdi et combattent les Américains jusqu'à la mort. En se limitant à un seul bataillon de 800 fantassins, et dans celui-ci à son commandant et à son entourage immédiat, s'il perd en perspective globale, l'auteur gagne en précision quant au quotidien – extraordinaire ou banal – d'un groupe d'hommes engagés dans la complexe guerre d'Irak.

De toute évidence, D. Finkel n'a d'autre prétention que de montrer les horreurs que cette guerre a impliquées de part et d'autre à un moment crucial de la campagne américaine et dans une zone particulièrement hostile. Dès lors, c'est la description, sans complaisance et sans concession apparente, de la réalité quotidienne au sein de ce bataillon qui fait tout l'intérêt de ce livre. On notera ainsi une description détaillée de la « bavure » commise en 2007 par un hélicoptère Apache ouvrant un feu nourri sur des journalistes irakiens ainsi que sur les civils venant les secourir, tuant un grand nombre de personnes. Ce n'est qu'après la parution du livre aux États-Unis que la

vidéo de cette bévue fut publiée par WikiLeaks.

Dans une certaine mesure, ce livre se lit comme un roman de guerre, même si la réalité semble peu transformée. Le suivi d'une dizaine d'individus dans le bataillon – avec son lot de mines artisanales, de soldats morts au combat, de familles détruites, d'insurgés tués et d'estropiés à vie – crée inévitablement une intrigue. De plus, comme l'écrasante majorité des romans de guerre, l'ouvrage oscille entre dénonciation de l'absurdité des combats et description de l'héroïsme de quelques actions individuelles.

Comme roman de guerre – roman vrai, certes –, le récit est souvent poignant, notamment dans l'évocation des relations complexes entre les Américains et leurs rares interlocuteurs irakiens. La lecture est agréable et le style blasé, teinté d'ironie, voire de cynisme : l'auteur prend soin, grâce à des citations de George W. Bush en tête de chaque chapitre, de montrer à chaque fois la déconnexion quasi totale entre les discours présidentiels et la réalité du terrain.

À la fin du livre, l'auteur explique dans une note méthodologique n'avoir volontairement omis que des éléments ayant trait aux technologies d'identification utilisées dans le cadre de la lutte contre-insurrectionnelle, pour des raisons de confidentialité. Dans ce contexte, il est étrange qu'au terme d'un récit ayant vu plus d'une douzaine de soldats américains et des

centaines d'Irakiens tomber au combat, il ne soit quasiment pas fait mention d'arrestations, de prisonniers ou d'interrogatoires. Omission volontaire ou involontaire ? Ce bataillon a-t-il fait peu, voire pas de prisonniers ? Dans ce dernier cas, il faudrait se demander s'il s'agit là d'une politique délibérée ou de la conséquence involontaire du style de combat choisi.

Autre source de frustration, l'auteur est absent du récit. Il n'évoque jamais sa trajectoire, ses impressions, l'évolution de ses relations avec les soldats et ses biais éventuels en tant que journaliste « inséré ». La première personne du singulier n'est utilisée que dans les citations attribuées aux militaires. Cette mise en retrait de l'auteur, qui permet de mettre l'accent sur le quotidien des soldats, est bien sûr volontaire. Il n'en demeure pas moins qu'ainsi le lecteur ne peut faire la part entre ce que l'auteur a vu et ce qui lui a été relaté par d'autres, ni entre ce qu'il a vu et la manière dont il en rend compte.

Christian Olsson

L'OTAN AU XXI^e SIÈCLE

Olivier Kempf
Perpignan, Artège, 2010,
564 pages

Olivier Kempf nous livre ici un ouvrage impressionnant sur l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), son histoire et ses évolutions récentes. Tout y est ou presque : la création de l'Alliance atlantique

puis de l'organisation militaire lui correspondant, son rôle de dissuasion pendant la guerre froide, l'adaptation à un nouvel environnement suite à la disparition de l'Union soviétique, avec l'évolution des structures, les politiques nationales, les élargissements successifs ou la lutte contre le terrorisme. À travers une approche systématique et méticuleuse, l'auteur nous décrit les méandres et les ressorts de l'Organisation, dépeignant au fil de l'ouvrage une institution en profonde transformation, qui oscille entre des difficultés structurelles à s'adapter aux nouveaux enjeux de sécurité et une certaine forme de flexibilité.

D'un côté, l'Alliance nous est présentée comme suffisamment souple pour absorber les chocs systémiques auxquels elle est confrontée depuis 20 ans. « Tout a changé », nous dit l'auteur : l'ennemi, l'allié majeur, les alliés européens, et donc l'Organisation elle-même, passée d'une alliance de dissuasion à une alliance d'emploi, d'une alliance géographiquement localisée à une alliance générale et globale courant le risque de voir se diluer ses missions. D'un autre côté, l'adaptation est rendue difficile pour des raisons d'ordre politique et structurel. Face au terrorisme par exemple, après ce que l'auteur appelle la « longue indifférence » de l'OTAN face à une « menace diffuse », les événements du 11 septembre 2001 révèlent une « alliance gênée » qui a du mal à démontrer sa valeur ajoutée par rapport aux États, au-delà d'une

approche rhétorique sur la coopération et l'adaptation institutionnelles. De même, bien que l'OTAN prenne conscience de nouveaux défis tels que la sécurité énergétique ou la nécessité d'adopter une approche globale de la gestion de crise, elle reste contrainte par une vision étroite, essentiellement articulée autour de l'action militaire.

C'est le cas en Afghanistan où, quoi qu'en dise le discours officiel, l'Alliance peine à dépasser le cadre de l'action armée au profit d'une gestion politique, dans un conflit aux ramifications régionales et dont l'issue ne peut être de nature militaire. L'action de l'OTAN en Afghanistan est regrettamment négligée dans cet ouvrage par ailleurs exhaustif. L'auteur ne lui consacre que quelques pages, alors que de nombreux dilemmes propres à l'Alliance sont justement révélés à travers son implication dans le conflit afghan. De l'issue de ce dernier dépend en partie le rôle de l'OTAN au XXI^e siècle, tel qu'appréhendé par les États-Unis, mais aussi par les Européens et le secrétariat lui-même. Si, pour beaucoup des protagonistes, l'Afghanistan représente un type d'activités que l'OTAN ne devrait pas mener, quelles leçons en tirer pour l'Organisation et son cœur de métier dans le siècle présent ? Face à ces questions, l'approche d'O. Kempf reste descriptive et conclut sur quelques scénarios d'évolution de l'organisation, largement dépendants de la politique américaine et du rôle concomitant de l'Union européenne (UE) dans le domaine de la sécurité. Est

alors mise en exergue une incertitude fondamentale quant à l'avenir de l'Alliance, celle-ci devant cependant rester, selon l'auteur, le « lieu d'expression d'un certain Occident ».

Dans un style que certains jugeront pédagogique et d'autres un peu familier, O. Kempf nous offre ici un livre de référence sur un sujet qui, en France, reste trop souvent borné à l'angle étroit de la relation France/OTAN.

Thierry Tardy

THE INTERNATIONAL POLITICS OF INTELLIGENCE SHARING

James Igoe Walsh
New York, Columbia University
Press, 2010, 208 pages

Comme l'indique le titre de cet ouvrage, James Igoe Walsh s'est penché sur les échanges de renseignements sensibles, de pays à pays. Longtemps considéré comme un instrument de coopération aléatoire, prétexte à toutes sortes de « coups de pied de l'âne » (désinformation, rétentions sélectives, fuites orientées, interférences), ce type d'arrangement a changé de statut depuis les attentats du 11 septembre 2001. La radicalisation et la globalisation des menaces terroristes ont fait de lui un rouage essentiel des politiques de sécurité contemporaines, aussi bien sur le terrain de l'analytique que sur celui de l'opérationnel ou du symbolique (gestion des peurs collectives). Toutes sortes de structures habituées à fonctionner en mode autocentré ont

appris à échanger des tuyaux, à se répartir les tâches, à négocier des compensations diplomatiques, militaires et économiques.

Ces connexions ont produit des résultats non négligeables, mais elles restent dans une large mesure fragiles. Parce que les services de renseignement répugnent à dévoiler leurs sources et leurs méthodes. Parce qu'il est très difficile d'établir la valeur effective des processus de collecte, de filtrage et d'analyse mis à contribution par les États générateurs d'informations sensibles. Parce que la division des tâches facilite le travail des escrocs et des mythomanes (voir le cas Curveball, témoin clé du Bundesnachrichtendienst [BND] et de la Central Intelligence Agency [CIA] dans le dossier des armes de destruction massive [ADM] irakiennes). Parce que l'interprétation et la contextualisation des données constituent des instruments élémentaires de manipulation organisationnelle, susceptibles de corrompre le jugement des décideurs politiques du pays source aussi bien que ceux du pays récipiendaire. Et parce que la confiance sociale, dans le milieu de l'espionnage, fait figure de denrée hautement périssable.

Est-ce à dire qu'il faut dès lors se contenter des pactes plus ou moins instables en place ? Non. Selon J. I. Walsh, on peut envisager différentes procédures de consolidation, telles que le monitoring des échanges par un tiers réputé neutre (une organisation internationale, par exemple) ou la mise en

place de procédures de stigmatisation, de marginalisation et de pénalisation des puissances enclines à ne pas jouer le jeu. Ces mécanismes, cependant, risquent de ne pas donner pleine satisfaction. C'est pourquoi l'auteur suggère de recourir à une approche de type hiérarchique, inspirée de la théorie des coûts transactionnels, et marquée par une relation de type dominant/dominé, l'État récipiendaire se chargeant de superviser étroitement les activités de surveillance de l'État collecteur, puis d'exploiter directement les informations de son choix. Condition élémentaire de réussite : d'après J. I. Walsh, cette manière de procéder demande un gros travail de clarification, passant par la désignation explicite des objectifs à surveiller et des sources à partager, par le traçage détaillé des assistances financières et des allocations budgétaires. Inconvénients latents : dans la pratique, un tel système risque de se montrer extrêmement contraignant pour la puissance soumise à tutelle, l'auteur évoquant entre autres la possibilité de remodeler les appareils de force (armée, police, services de renseignement) trop autonomes vis-à-vis du pouvoir central et pas assez flexibles au goût du donneur d'ordres. Divers contre-exemples, concernant aussi bien l'Europe occidentale de la guerre froide (par exemple le cas italien) que le continent africain incitent à s'interroger sur les nuisances durables générées par de tels transferts de souveraineté.

Jérôme Marchand

SÉCURITÉ HUMAINE

CLIMATE CONFLICT. HOW GLOBAL WARMING THREATENS SECURITY AND WHAT TO DO ABOUT IT

Jeffrey Mazo
Londres, Routledge, 2010,
168 pages

ASSESSING VULNERABILITY TO GLOBAL ENVIRONMENT CHANGE. MAKING RESEARCH USEFUL FOR ADAPTATION DECISION MAKING AND POLICY

Anthony G. Patt, Dagmar Schröter,
Richard J. T. Klein,
Anne Cristina de la Vega-Leinert
et Rik Leemans
Londres, Earthscan, 2010,
288 pages

GLOBAL ENVIRONMENT CHANGE AND HUMAN SECURITY

Richard A. Matthew, Jon Barnett,
Bryan McDonald, Karen L. O'Brien
Cambridge, MIT Press, 2009,
328 pages

Ces ouvrages montrent l'élargissement du paradigme traditionnel de sécurité statocentrée par son ouverture à la sécurité environnementale transnationale, et les limites de cette transformation. Sujet capital puisque l'holocène, période géologique vieille d'environ 11 700 ans, amena un climat stable et modéré qui permit au néolithique de voir le jour, début de la civilisation avec la sédentarisation et l'agriculture. Or l'ère industrielle, la mondialisation et l'émergence des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du

Sud) conduisent à des changements environnementaux et à une concurrence croissante pour les ressources naturelles, qui redéfinissent les relations internationales.

Jeffrey Mazo privilégie le scénario B1 (le moins pessimiste) parmi ceux développés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC] dans son rapport de 2007. Son approche statocentrée se justifie pour des pays continents puissants comme les États-Unis ou la Chine, mais est inadaptée pour des acteurs aux capacités limitées insérés dans des réseaux régionaux de ressources (ex. : rivières), et dont la protection environnementale implique des accords régionaux. Mazo analyse aussi maints exemples (Île de Pâques, Vikings au Groënland, Croissant Fertile, Darfour) pour montrer que c'est la combinaison de conditions environnementales fragiles, de la surexploitation des milieux, de la pression démographique, d'antagonismes communautaires, de l'isolement commercial, de l'inadaptation et de la violence, qui a tué nombre de civilisations, les changements climatiques agissant comme catalyseurs mais rarement comme cause unique.

Assessing Vulnerability propose 13 chapitres consacrés à l'évaluation, à la modélisation et au développement de scénarios de vulnérabilités environnementales. Ces chapitres mobilisent la distinction entre recherche (réponses générales à des questions générales) et évaluation scientifique (application à des cas précis actuels) pour « gérer

l'inévitable et éviter l'ingérable » (p. XIX). Ils veulent « jumeler la politique de développement et la politique d'adaptation » environnementale (p. 73), et traiter l'ensemble des causes de stress sans isoler artificiellement les facteurs environnementaux. Ce qui implique une collaboration des acteurs, institutions et programmes et une approche inter- et transdisciplinaire.

Global Environment Change pousse l'idée du jumelage plus loin. Résolument normatif, il conteste le paradigme de sécurité environnementale statocentrée (*securitization* des ressources au nom de la sécurité nationale militarisée). Il envisage la sécurité environnementale comme un aspect de la sécurité humaine, elle-même préalable au développement, et insiste sur le lien entre injustices socio-politico-économiques et injustices environnementales. D'excellentes contributions écoféministes dé(cons)truisent le discours dominant sur la fertilité des femmes du Sud, blâmée pour l'épuisement des ressources : elle n'est pas une fatalité biogéoculturelle mais le résultat de leur dépossession multiforme. S'ensuit une critique de la notion même de sécurité environnementale, instrumentalisée par les forces du *statu quo* au profit de leur domination. De plus, la perméabilité des frontières face aux périls environnementaux et la gestion des ressources « selon des normes internationales » reconceptualisent l'ordre westphalien. Les besoins écologiques des États favorisent la recherche de coopération transfronta-

lière, de régionalisation et d'intégration fonctionnelle, dépassant la souveraineté nationale.

Sauf cas précis, limités et historiques, ces trois livres répudient le « déterminisme environnemental » (Mazo, p. 80) comme explication centrale des conflits : « La vulnérabilité n'est pas un effet résiduel d'un événement ou d'un stress environnemental particulier mais plutôt un état préexistant sous-jacent. » (*Global*, p. 37.) Tous montrent que les variations régionales sont et seront importantes et que les changements climatiques auront des conséquences variables selon régions et sociétés. Ainsi, l'augmentation du CO₂ atmosphérique est un danger pour les régions chaudes mais une chance pour les régions fraîches (saison chaude agricole prolongée, nouvelles plantes possibles). Les effets climatiques (modification des saisons et précipitations, du niveau des mers, de la productivité agricole) exacerbent les problèmes environnementaux (érosion des sols, dégradation de la couverture végétale), ou sociaux (mauvaise gouvernance, infrastructures pauvres, tensions communautaires, fragilité économique) préexistants. Tous s'accordent aussi sur le fait que la distribution du pouvoir, des droits et des ressources créent des inégalités face aux changements environnementaux. Par exemple, les famines sont largement liées aux conflits armés, à la violence économique, à des mécanismes de distribution et de

commerce faussés, à la spéculation et à l'absence de pouvoir d'achat. La notion de double exposition désigne alors ces sociétés soumises au double choc de la mondialisation et des changements climatiques, et celle d'intervulnérabilité désigne les *linkages* entre les facteurs constituant la vulnérabilité.

Ces trois ouvrages affirment que la capacité d'adaptation et de résolution des problèmes d'une société est le facteur critique qui détermine si les crises environnementales mèneront au conflit. Mazo propose une typologie-hiérarchie des pays selon leur vulnérabilité aux changements climatiques, où ceux-ci ont le pire impact sur les États sous- et mal administrés : Afrique noire, Yémen, Afghanistan, Pakistan, Haïti, Myanmar, Corée du Nord. Pour sa part, *Global* veut protéger les populations vulnérables par la promotion de la sécurité humaine. Chaque ouvrage partage aussi une faiblesse : qu'il appuie la souveraineté westphalienne (Mazo), qu'il offre des scénarios d'analyse et des modèles de gestion des périls environnementaux (*Assessing*), ou qu'il dénonce le rôle des États traditionnels et des inégalités socio-économiques dans la construction des vulnérabilités (*Global*), aucun n'étudie directement et expressément le rôle, positif ou négatif, de l'économie sur les changements environnementaux.

Michel Gueldry

LA GUERRE DES TERRES. STRATÉGIES AGRICOLES ET MONDIALISATION

Thierry Pouch

Paris, Choiseul, 2010, 256 pages

Dans cet ouvrage, Thierry Pouch défend la thèse selon laquelle l'ouverture commerciale dans le domaine agricole mène inexorablement au conflit. Elle conduirait à des affrontements entre les pays, symbolisés par l'échec des négociations commerciales multilatérales et la multiplication des antagonismes commerciaux sur les produits agricoles et alimentaires. Elle provoquerait également des problèmes internes aux pays, qui peuvent, dans les situations les plus extrêmes, déboucher sur des « émeutes de la faim ».

T. Pouch revient tout d'abord sur le paradigme de la supériorité du libre-échange et montre que la priorité qui lui est donnée constitue un choix politique et non un dogme. Ce choix se justifie par le concept d'avantages comparatifs, théorisé par David Ricardo au XIX^e siècle, selon lequel la richesse d'un pays augmente s'il se spécialise dans le domaine où il est le plus productif (ou le moins mauvais), en recourant à l'importation des biens pour lesquels il est moins productif. L'Angleterre du XIX^e siècle a appliqué cette théorie. Elle a abandonné le soutien à l'agriculture pour dégager des moyens productifs en faveur de l'industrie, et a recouru aux importations pour les produits alimentaires. Si ce choix a permis à

l'Angleterre de prospérer, T. Pouch juge qu'une telle décision pourrait être désastreuse pour l'UE dans le contexte actuel. La nature des biens agricoles requiert de prendre quelques précautions avant de délocaliser les productions dans d'autres pays à meilleur potentiel agricole. Tout d'abord, l'alimentation est un besoin fondamental. De plus, l'offre agricole est très variable en raison des aléas climatiques. Enfin, la demande à moyen et long terme est peu prévisible, car fort dépendante de l'évolution des habitudes alimentaires dans les pays émergents. Le contexte actuel est donc très incertain. Il semble que les ressources vont devenir plus rares et que les prix agricoles vont augmenter pour certains produits de base. Cela risque de menacer la sécurité d'approvisionnement et, par conséquent, la sécurité alimentaire des populations des pays importateurs de produits agricoles. Le maintien d'un certain niveau de production agricole peut donc être nécessaire pour éviter des « émeutes de la faim ».

L'auteur met ainsi en garde l'Union européenne sur l'évolution de sa stratégie agricole et juge dangereuses les récentes réformes de la Politique agricole commune (PAC). Étant donné les avantages comparatifs des pays à forte productivité agricole comme le Brésil, la libéralisation agricole va amoindrir le potentiel productif européen à court terme et il sera difficile de le restaurer plus tard. Pour T. Pouch, la souveraineté alimentaire

est un argument tout à fait légitime pour maintenir des mesures de soutien à la production agricole. Les politiques européennes en faveur de l'environnement et du développement rural apparaissent, de ce point de vue, largement insuffisantes.

L'auteur pousse plus loin son analyse en annonçant que l'ouverture commerciale conduit à un affrontement entre les nations à fort potentiel agricole qui veulent gagner des parts de marché, et les nations à plus faible potentiel agricole qui veulent maintenir un certain niveau de souveraineté alimentaire. Ces deux motivations sont génératrices de comportements agressifs. À défaut de maintenir un potentiel de production interne, certains pays ont par exemple recours au *land grabbing*, phénomène récent qui consiste à accaparer des terres dans des pays pauvres, au détriment de la sécurité alimentaire des populations locales.

Si l'ouvrage de T. Pouch oublie de décrire les bénéfices liés à l'ouverture commerciale coexistant avec ces inconvénients, il a néanmoins le mérite de faire réfléchir sur le dogme du libre-échange et sa légitimité. D'autres choix politiques, tout aussi légitimes en termes de sécurité alimentaire ou d'équité vis-à-vis des producteurs agricoles, peuvent être posés et défendus dans les enceintes internationales. L'auteur pointe aussi du doigt les comportements de prédation provoqués par l'échec des négociations commerciales multilatérales et le

manque de régulation en matière agricole. Ce qui se traduit par des accords bilatéraux au détriment des pays qui ont peu de pouvoir de négociation et/ou par l'accaparement des terres dans les pays pauvres.

Anne-Claire Thomas

SECURITY BEYOND THE STATE. PRIVATE SECURITY IN INTERNATIONAL POLITICS

Rita Amrahamsen et Michael C. Williams

Cambridge, Cambridge University Press, 2010, 280 pages

S'appuyant sur les concepts développés par Saskia Sassen sur la mondialisation (notamment dans l'ouvrage *Territory, Authority, Rights: From Medieval to Global Assemblages*, Princeton University Press, 2006, trad. en français en 2009, Demopolis), les auteurs entendent situer la place croissante de la sécurité privée dans la dynamique plus vaste des changements affectant la gouvernance mondiale. Pointant ce qu'ils estiment être l'insuffisance des analyses explicatives fondées sur l'érosion du pouvoir et de l'autorité de la figure étatique, ils replacent cette évolution dans la réarticulation des distinctions et rapports public/privé et mondial/local, qu'ils désignent comme les « assemblages de la sécurité mondialisée ».

L'ouvrage s'ouvre sur une proposition d'explication de l'émergence de ces nouveaux acteurs de la sécurité privée mondialisée. Le contexte

post-guerre froide et la réduction du format des armées constituent les facteurs clés en sus des situations historiques spécifiques comme en Afrique du Sud. Le secteur commercial de la sécurité privée a beaucoup évolué, ne se résumant plus au mercenariat. Il occupe désormais une place prépondérante dans les sociétés modernes et exerce une influence significative à l'échelle mondiale.

S'ensuivent deux chapitres analytiques passionnants sur la relation entre modernité et traitement de la question sécuritaire. Le changement de paradigme guidant l'action des États se traduit par une nouvelle gouvernance, qui va jusqu'à affecter la gestion de la sécurité. Les acteurs publics sont conduits, voire contraints, à composer ou à s'associer avec les acteurs privés pour se saisir des enjeux sécuritaires sous l'effet de la mondialisation. La privatisation de la sécurité résulterait ainsi d'un « désassemblage » de l'État et, en parallèle, de la montée en puissance d'« assemblages » globaux liant les structures nationales et globales. Une gamme élargie d'acteurs différents interviennent, interagissent, coopèrent et entrent en concurrence. Cette évolution se manifeste sur le plan normatif, mais aussi dans la production de nouvelles institutions, de nouvelles pratiques et de nouveaux modes de gouvernance de la sécurité.

Cette théorie est appliquée, dans un autre chapitre, aux cas de la Sierra Leone ou encore du Nigeria, puis dans un chapitre spécifique sur le rôle

des sociétés militaires et de sécurité privées dans la gestion de la sécurité urbaine avec les exemples de Cape Town et de Nairobi. L'ouvrage se clôt par une mise en perspective de la gestion de la sécurité à l'échelle mondiale et de la redéfinition de la notion de bien public dans un environnement mondialisé.

Dans son ensemble, l'étude est sérieuse, appuyée sur une bibliographie riche et à certains égards novatrice en ce qu'elle se propose d'appliquer les concepts de S. Sassen sur la mondialisation aux nouveaux acteurs globaux de la sécurité privée. L'école française de sociologie y trouve une reconnaissance certaine, l'étude s'appuyant notamment sur les concepts développés par Pierre Bourdieu et Michel Foucault. Tout au plus peut-on reprocher aux auteurs de ne pas s'être montrés plus critiques sur les causes et enjeux de l'interrelation entre les acteurs privés et publics, notamment à long terme. Il offre en toute hypothèse au lecteur les instruments conceptuels et factuels pour ce faire.

Gaylor Rabu

AFRIQUE

THE CURSE OF BERLIN. AFRICA AFTER THE COLD WAR

Adekeye Adebajo
London, Hurst, 2010, 448 pages

Expert en résolution de conflits et maintien de la paix en Afrique,

Adekeye Adebajo fait partie de ces « africanistes » qui tirent leur expérience à la fois de leur implication sur le terrain – il a participé à des missions onusiennes – et de leur statut dans la communauté universitaire.

Face à une tendance forte à la « marginalisation », le continent africain, frappé de ce que l'auteur appelle la « malédiction de Berlin », est ici repositionné au centre des relations internationales dans une démarche historique particulièrement incisive. En nous décrivant une Afrique en quête de « sécurité et de paix », de « leadership » et d'« unité » dans le nouvel ordre post-guerre froide, A. Adebajo va à contresens de la tendance dominante. En matière de résolution de conflits et de maintien de la paix, on considère communément que les pays africains tendent à refuser la charge de leur destin. Dans une première partie consacrée aux diverses structures régionales, à l'Union africaine (UA) et aux rapports qui lient l'Afrique à l'Organisation des Nations unies (ONU), l'auteur démontre l'existence d'une volonté forte des Africains de s'impliquer dans le règlement des conflits qui ont marqué et marquent encore le continent.

A. Adebajo s'appuie dans sa démonstration sur deux exemples de puissances régionales, le Nigeria et l'Afrique du Sud, qui ont *de facto* pris la responsabilité d'être les « moteurs » du continent. Mais il rappelle également le poids des

influences extérieures, nouvelles et anciennes : la Chine, les États-Unis ou la France. Enfin, dans son ambition de décrire une « unité africaine » en continuelle évolution, l'auteur s'attache à mettre en exergue le rôle de grandes figures politiques qui, quel que soit leur parcours, ont eu une influence notable sur le devenir de l'Afrique, et qui ont été ou se sont « senties » façonnées par cette Afrique. Il trace ainsi des portraits sociopolitiques particulièrement édifiants, démontrant que si les États et les institutions régionales et internationales (sur lesquelles portent des analyses comparatives parfois improbables, comme entre l'UA et l'Union européenne [UE]) peuvent avoir un impact important dans cette recherche de stabilité, de leadership et d'unité, les dirigeants jouent un rôle primordial.

À la lecture de ce remarquable ouvrage, l'Afrique « maudite par la Conférence de Berlin », pour reprendre la formulation de l'auteur, ne devrait plus nous sembler statique. Elle mue et se développe : pour preuve, certains événements politiques récents, qui nous donnent envie de lire la suite de cette riche étude sur l'Afrique post-guerre froide.

Marianne Severin

SORTIR DE LA GRANDE NUIT. ESSAI SUR L'AFRIQUE DÉCOLONISÉE

Achille Mbembe
Paris, La Découverte, 2010,
252 pages

On a beaucoup parlé l'automne dernier du livre du politologue camerounais Achille Mbembe : *Télérama* lui a consacré un dossier spécial, *France Culture* une longue interview, *Africultures* une recension dithyrambique. Ce brillant esprit subversif, qui excelle dans la forme courte, les articles, les contributions, les prises de position, n'avait plus signé d'ouvrage depuis *De la postcolonie. Essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine* (Paris, Karthala) qui avait marqué en 2000 son entrée bruyante dans l'arène des *postcolonial studies*. Au risque de se voir reprocher, comme il le fait à ceux qui, tels Jean-Louis Amselle ou Jean-François Bayart, ne partagent pas ses avis, des « assauts désinvoltes », des « insinuations malveillantes » ou encore des « énoncés apodictiques », il faut pourtant exprimer le malaise qu'inspire *Sortir de la grande nuit*.

L'objet de ce livre trop ambitieux n'est pas clair. S'agit-il d'un essai prométhéen, comme semble l'annoncer son titre poétique emprunté aux *Damnés de la terre* de Frantz Fanon¹ ? D'une invitation à la lutte pour sortir de la race et se décoloniser enfin ?

1. « Allons camarades, il vaut mieux décider dès maintenant de changer de bord. La grande nuit dans laquelle nous fûmes plongés, il nous faut la secouer et en sortir [...] », *Les Damnés de la terre*, Paris, Maspéro, 1961.

D'une autobiographie, comme le laisse augurer le premier chapitre où l'auteur narre son parcours depuis son Cameroun natal vers la France, « un vieux pays orgueilleux, conscient de son histoire – qu'il tend à glorifier à tout propos – et particulièrement jaloux de ses traditions », qu'il a tôt fait de quitter pour les États-Unis et l'Afrique du Sud, autrement plus hospitaliers ? D'une étude sur l'Afrique décolonisée, comme l'indique le sous-titre, où une nouvelle modernité « afropolitaine » serait en voie de naître ? Un peu de tout cela ; mais rien qui convainque vraiment. Certains crieront au génie, soutenant que ce livre transcende les genres littéraires et chevauche les champs trop étriqués des savoirs ; d'autres à l'imposture, en retrouvant, au mot près, la reprise de textes déjà publiés, et pour certains très anciens.

Comme l'a caustiquement résumé J.-F. Bayart, A. Mbembe est « très fâché »². Personne ne trouve grâce à ses yeux. Ni la France, plongée dans un « long hiver impérial », incapable de « liquider l'impensé de la race ». Ni les anciennes colonies francophones d'Afrique qui se sont transformées en satrapies, en « chefferies masquées » dont l'unique objectif est de rester au pouvoir, avec le soutien « le plus tenace, le plus retors et le plus indéfectible » de l'ancienne puissance colonisatrice. Le problème est que la vindicte d'A. Mbembe est aveugle aux évolutions. Cette France

qu'il dénigre, cette Afrique qu'il vomit, elles ont bien changé depuis qu'il les a fuies.

Yves Gounin

**LE PARDON ET LA RANCŒUR.
ALGÉRIE/FRANCE, AFRIQUE DU SUD :
PEUT-ON ENTERRER LA GUERRE ?**

Laetitia Bucaille

Paris, Payot, 2010, 416 pages

Peut-on se réconcilier avec son ennemi et, en particulier, avec l'ex-maître colonisateur ? Face à cette vaste question, la sociologue Laetitia Bucaille a pris le parti de comparer les anciens adversaires sud-africains et franco-algériens dans leur gestion de leurs après-guerres respectives. La diversité radicale des situations fait la force de l'ouvrage, en même temps qu'elle en limite la portée.

L. Bucaille mêle un travail d'analyse et un travail de terrain, étudiant le processus de construction du discours de l'État, interrogeant d'anciens combattants sud-africains, algériens et de l'Organisation armée secrète (OAS) et mettant en lumière leurs attentes, leurs espoirs ainsi que les impasses auxquelles ils sont confrontés. L'auteur compare la politique de pardon menée par le nouveau pouvoir sud-africain au sein de la Commission vérité et réconciliation en 1995 avec la politique d'occultation conduite par Paris sur une guerre qui encore récemment n'était pas reconnue comme telle, ainsi qu'avec la vision

2. « Les très fâché(e)s des études postcoloniales », *Sociétés politiques comparées*, n° 23, mars 2010.

héroïque du pouvoir algérien de sa lutte pour la libération nationale.

Ainsi l'auteur commence-t-il par analyser la stratégie de Nelson Mandela, sa construction du mythe de la « nation arc-en-ciel ». Il rappelle le talent de Mandela pour mobiliser les symboles – revêtant le maillot de rugby des Springboks, décrivant l'afrikaner comme une langue africaine – afin de façonner l'identité nationale sud-africaine. L. Bucaille s'inscrit ici dans le sillage des travaux de Richard Wilson qui avait montré, avec force, que l'utilisation de symboles et de rituels modernes participait au *nation building*, permettant aux Blancs de se reconnaître dans une Afrique du Sud désormais théoriquement post-raciale. À travers différents témoignages, l'auteur souligne le fossé qui se creuse entre une partie des combattants de l'African National Congress (ANC) et le nouveau pouvoir sud-africain. Les premiers se sentent les laissés-pour-compte d'une société qui a vaincu le régime de l'apartheid grâce à leur engagement et qui pourtant ne les fait pas bénéficier de la redistribution des richesses une fois la victoire acquise.

L'auteur aurait pu montrer plus précisément que la voie du « pardon conditionnel » ne s'est imposée que progressivement et difficilement. En 1994, Thabo Mbeki, alors vice-président, expliquait le dilemme auquel était confronté son mouvement : « À l'intérieur de l'ANC, le cri était : "attrapons ces salopards et pendons-les!". Mais nous avons réalisé que

nous ne pouvions faire cela et, en même temps, construire une transition pacifique. » De fait, l'archevêque Desmond Tutu, président de la Commission vérité et réconciliation, souligna que « la voie des tribunaux de Nuremberg était impossible en Afrique du Sud, puisque nous étions condamnés à vivre côte à côte, alors que les alliés pouvaient faire leurs bagages et rentrer chez eux ».

Ainsi, la différence fondamentale entre le conflit en Afrique du Sud et la guerre d'Algérie tient à ce que le premier se solde par une transition négociée entre deux parties qui continuent à vivre ensemble alors que la seconde se clôt par le départ des Pieds-Noirs. Ce décalage explique que l'ouvrage s'apparente parfois à deux monographies juxtaposées, renvoyant à des positions qui ne peuvent se comprendre qu'une fois éclairées par la réalité de l'après-guerre.

Les conclusions de l'auteur rejoignent les vues des tenants de la justice transitionnelle. La reconnaissance des crimes du passé favorise l'élaboration d'une vérité sociale largement partagée en Afrique du Sud par des groupes autrefois ennemis. À l'inverse, l'occultation de la guerre d'Algérie en France et la vision mythifiée de la guerre d'indépendance en Algérie ne permettent pas l'écriture d'un récit historique auquel pourraient souscrire les différents acteurs, et compliquent d'autant une normalisation indispensable.

Pierre Hazan

ASIE

TURKMÉNISTAN

Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer
Paris, CNRS Éditions, 2010,
452 pages

Alors que le Turkménistan demeure, depuis des années, inaccessible aux journalistes, chercheurs et universitaires étrangers, comment parler de ce territoire aux confins de l'Iran et de l'Afghanistan, de son régime politique despotique, de son immense potentiel gazier, de sa diplomatie de « neutralité » ou encore de ses héritages culturels (tapis dits de Boukhara, sites archéologiques parthes, civilisation de l'Oxus, etc.) ? Le Turkménistan inspire pourtant. Le dessinateur de bandes dessinées Daniel Ceppi a créé un scénario d'aventures autour de ce pays, le romancier Olivier Rolin décrit une brève escapade des bords de la mer Caspienne à la ville de Mary ; quant aux éditeurs de jeux vidéo (par exemple *Tropico 3*), ils agrémentent leurs parties de maximes grandiloquentes, extraites du *Roukhnama*, « œuvre » en deux volumes du premier satrape qui gouverna le pays de l'effondrement de l'URSS à sa mort en décembre 2006.

Dans ce contexte, les reportages se focalisent essentiellement sur la dictature et son défunt leader Separmourad Niazov, tandis que les recherches académiques demeurent rares. Elles se résument d'ailleurs souvent à une rubrique restreinte de l'aire centrasiatique. Il est vrai que les chercheurs ne

peuvent nourrir leurs analyses que par de brefs et épisodiques séjours. Contraintes peu incitatives à la publication, mais qui n'obèrent pas totalement la possibilité d'éditer des monographies de qualité. Dès lors, les ouvrages les plus documentés sont le fruit de l'observation de travailleurs humanitaires ou de diplomates. On doit à ces derniers aussi bien les meilleurs guides touristiques que des analyses sociohistoriques.

Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer s'inscrit dans cette tradition. Employé durant moins d'un an par le service culturel de l'ambassade de France à Achgabat, il a vu fonctionner l'appareil d'État turkmène et a pu rencontrer un grand nombre d'acteurs locaux, intellectuels et artistes aux quatre coins du pays. En deux séjours entre 2007 et 2009, le jeune enseignant, aujourd'hui au King's College de Londres, a sillonné et scruté en détail ce pays, comme en a témoigné son premier livre de reportage photo. Son analyse très critique et documentée lui vaudra certainement une longue interdiction de séjour au pays du président Gourbangouly Berdimoukhamedov, mais il nous rapporte une enquête exhaustive en quatorze chapitres, qui sonne comme un premier bilan des 20 ans d'indépendance de ce bout de l'Eurasie. Une recherche qui servira de référence à tous ceux qui voudront, ultérieurement, approfondir leurs propres études sur le système politique, observer les réformes économiques et institutionnelles annoncées, et plus largement les bouleversements

sociaux et religieux qui secouent sporadiquement le pays.

François Guilbert

**BEYOND THE « WILD TRIBES ».
UNDERSTANDING MODERN AFGHANISTAN
AND ITS DIASPORA**

Ceri Oeppen et Angela
Schlenkhoof

Londres, Hurst, 2010, 244 pages

**AFGHANISTAN: A CULTURAL AND POLITICAL
HISTORY**

Thomas Barfield

Princeton, NJ, Princeton University
Press, 2010, 400 pages

Thomas Barfield, anthropologue américain qui a parcouru l'Afghanistan depuis le début des années 1970, donne une égale importance à l'histoire et à la culture dans une analyse rigoureuse. Comme les Afghans, il prend l'histoire au sérieux pour comprendre le présent et examine les notions changeantes de pouvoir et de légitimité politique sur le long terme.

Après une description des ethnies et tribus et du territoire, il explique comment le modèle d'Ibn Khaldoun d'organisation politique moyen-orientale appliqué à l'Afghanistan reste pertinent. Les chapitres suivants décrivent les modes prémodernes d'autorité politique, l'érosion de l'autorité des élites et la transformation de l'État afghan et de la société suite aux guerres anglo-afghanes du XIX^e siècle (1839-1842 et 1878-1880). Puis l'ouvrage aborde le XX^e siècle au cours duquel toutes les tentatives

d'une élite urbaine coupée de la population rurale pour introduire le changement social par le haut ont échoué face à la résistance des populations rurales et des religieux conservateurs. La stabilité politique, sous la dynastie des Mousahiban (1929-1973), reposait sur la reconnaissance tacite de deux structures de pouvoir distinctes : l'administration provinciale qui représentait le gouvernement central, et les structures tribales ou villageoises que l'État n'a jamais tenté de transformer, parce qu'il n'en avait ni la capacité ni la volonté politiques. L'arrivée au pouvoir des communistes en 1978 avec un programme de changement social radical a bouleversé cet équilibre.

T. Barfield analyse les conséquences de l'intervention soviétique en 1979, et l'émergence de nouvelles élites : les « commandants », dont le pouvoir était lié à la protection qu'ils pouvaient apporter à la population et qui appartenaient souvent à des groupes non pachtounes, jusque-là marginalisés.

En 2001, alors que la population s'était politisée et réclamait une participation au pouvoir et le contrôle des affaires locales, la communauté internationale a voulu restaurer un gouvernement centralisé sur le modèle de celui imposé par l'émir Abdour Rehman (1880-1901) mais dont la légitimité serait issue des élections. La faiblesse de ce modèle, qui ne prend pas en compte les structures de pouvoir locales, est rapidement apparue : plutôt que de (re)construire

l'État, le président Hamid Karzai a adopté un modèle d'État patrimonial qui a favorisé la corruption. Le gouvernement, incapable d'apporter la sécurité et le développement économique attendus par la population, est devenu de plus en plus dépendant de ses soutiens étrangers, et a ainsi perdu sa légitimité aux yeux des Afghans.

Selon T. Barfield, la stabilité de l'Afghanistan réside dans une plus grande importance donnée aux régions : comme le montre l'histoire du pays, il est plus efficace d'accorder une autonomie *de facto* aux régions que de leur imposer une autorité centralisée inadaptée aux réalités de l'Afghanistan rural.

L'auteur observe à juste titre que les gouvernements occidentaux et les organisations non gouvernementales (ONG) internationales – qui ne travaillent qu'avec les élites urbaines favorables aux réformes sociales – n'ont pas conscience du soutien très mitigé de la population rurale à ces réformes, ni de leurs conséquences. Les réformes doivent être laissées aux Afghans et non dictées par l'étranger. Le changement viendra de l'intérieur et des aspirations des jeunes Afghans nés après le retrait soviétique, ainsi que des femmes nées et élevées en Iran, sans oublier les effets du processus d'urbanisation qui restent à étudier.

Ces thèmes se retrouvent dans l'ouvrage collectif dirigé par Ceri Oeppen et Angela Schlenkoff, qui rassemble les communications d'une conférence tenue en 2007 à Londres, à

la School of Oriental and African Studies (SOAS) à l'occasion de la création du Centre européen pour les études afghanes. L'objectif est de réunir des chercheurs, des travailleurs humanitaires et des Afghans pour aller au-delà des mythes de l'approche coloniale – d'où le titre *Beyond the « Wild Tribes »*, qui fait référence au livre de Theodore L. Pennell, *Among the Wild Tribes of the Afghan Frontier* (1907) –, et d'améliorer la connaissance de l'Afghanistan et de la diaspora afghane.

Le pari est largement tenu. Après un chapitre analysant les difficultés spécifiques de la recherche en Afghanistan et au sein de la diaspora, l'ouvrage est divisé en trois parties. Dans la première, Bijan Omrani et Charles Vyvyan analysent les similitudes entre les deux guerres anglo-afghanes du XIX^e siècle et le conflit actuel, pour conclure que les leçons du passé n'ont pas été tirées, rappelant qu'en Afghanistan, et plus particulièrement dans le Sud, l'histoire est constamment présente à l'esprit de la population. Trois autres chapitres abordent l'anomie résultant de 30 ans de conflit, la situation des femmes et les mécanismes traditionnels de résolution des conflits.

La deuxième partie est consacrée à la sécurité et à la gouvernance et la troisième, plus originale, à la diaspora afghane. Les thèmes abordés sont le rôle que joue la diaspora, ou qu'elle pourrait jouer, dans la reconstruction, les stratégies migratoires et la musique.

Cet ouvrage, dont les auteurs sont de fins connaisseurs de l'Afghanistan et de sa diaspora, éclaire la complexité de la société afghane. Celui de T. Barfield fera date, excellente introduction à l'Afghanistan, et devrait être lu par tous ceux qui s'intéressent à ce pays et veulent comprendre son évolution. On ne peut que regretter qu'il n'ait pas été publié plus tôt : certaines erreurs auraient peut-être pu être évitées.

Mariam Abou Zahab

L'ARROGANCE CHINOISE

Erik Izraelewicz

Paris, Grasset, 2011, 256 pages

Le palmarès des Chinois se profile tous azimuts : performances des exportations, recherche dans le *high-tech*, montée des classes moyennes, poids des réserves de change, etc. Et les Chinois commencent à concurrencer nos TGV... collectionnant au plan mondial les places de numéro un, ou deux.

L'ouvrage d'Erik Izraelewicz montre comment, après les zones côtières, la nouvelle ville de Shenzhen au Guangdong et Shanghai, ce sont la Chine du Nord-Est (l'ancienne Mandchourie) et plus récemment l'Ouest, en particulier Chongqing au Sichuan, qui se développent, attirant capitaux nationaux et étrangers en quête de travaux d'infrastructures et de nouveaux marchés. Non moins satisfaisantes sont les pages de ce livre sur les banques, ou le monde si important de l'immobilier.

Les investissements de la Chine en Afrique, en Amérique latine et en Asie la mettent également en vedette, avec parfois d'importants projets d'assistance. Le rôle des investissements privés étrangers est ici tout aussi bien mis en lumière : moteur des exportations, source d'emplois et de revenus pour l'État. L'investissement étranger suscite aujourd'hui des controverses au sein de certaines multinationales occidentales. Jeffrey Immelt, président-directeur général de General Electric, se plaint ouvertement, comme d'autres, de discriminations, de piratage – même si ces critiques n'empêchent pas de nouveaux investissements, y compris de la part de General Electric. Autre source de différends : « Pékin néglige sans complexe les engagements pris lors de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce [OMC] en 2001. »

L'ouvrage s'attache particulièrement à décrire le changement de cap des Chinois. C'en est fini des bons élèves du monde capitaliste à profil bas sur la scène mondiale, selon les recommandations de Deng Xiaoping. Les Chinois se veulent, à juste titre, fiers de leurs succès, de leurs nouvelles élites, du recul de la pauvreté : un sentiment accentué par le spectacle peu édifiant du monde occidental depuis la crise financière... Comment, dans ces conditions, ne pas se sentir sûr de soi, voire arrogant ?

Dans le même temps, les dirigeants chinois ne cachent plus leur inquiétude. De graves faiblesses subsistent et sont dénoncées par de hautes

autorités : la corruption, les inégalités, toutes sortes d'abus comme les saisies de terres suscitent des incidents parfois violents. En 2010 ont été menées des grèves qui ont conduit à de tardives hausses de salaires. Depuis des années, les autorités ne parviennent pas à encourager la consommation, freinée par les sur-investissements et les exportations.

Pour conclure, E. Izraelewicz s'interroge sur l'avenir de la classe politique chinoise, la montée des nouvelles générations, les discussions au sein du Politburo entre ceux qui préconisent de nouvelles réformes, de nouveaux assouplissements du régime, et les partisans d'une ligne dure. Autre question : quel avenir pour les relations entre la Chine et le monde occidental ? « Comment vivre avec cet éléphant de plus en plus encombrant, de plus en plus sûr de lui ? » Les risques de « casse » peuvent être évités, moyennant lucidité réciproque, bonne connaissance de l'autre, compétences... et aussi plus de cohésion du côté occidental. Un remarquable tour d'horizon.

Gilbert Étienne

IN DEFENSE OF JAPAN. FROM THE MARKET TO THE MILITARY IN SPACE POLICY

Saadia M. Pekkanen et Paul Kallender-Umezu
Stanford, CA, Stanford University Press, 2010, 408 pages

Au-delà de ses succès éclatants dans le spatial civil – contribution majeure à la Station spatiale internationale, arrivée à maturité d'un lanceur performant (H-IIA et H-IIB) ou encore lancement de missions d'exploration ambitieuses – le Japon est devenu un acteur de premier plan dans le domaine du spatial militaire.

La militarisation de la politique spatiale japonaise remonte aux premiers programmes de recherche entamés dès les années 1950, poursuivis avec assiduité depuis lors, et qui ont donné au Japon la maîtrise progressive des technologies nécessaires à la militarisation et à l'arsenalisation de l'espace : lanceurs, rentrée dans l'atmosphère, applications à usage dual (communication, observation de la Terre et navigation par satellite).

L'originalité de l'analyse tient à la thèse centrale des auteurs, qui explique cette dynamique non par le prisme classique des contraintes structurelles (menace balistique nord-coréenne, volonté chinoise d'hégémonie régionale), mais par l'influence de l'industrie spatiale japonaise au niveau national. Les grands groupes industriels japonais – au premier rang desquels Mitsubishi – ont en effet

joué un rôle prépondérant dans le développement des aspects civils de la politique spatiale japonaise. Confrontés à l'absence de perspectives commerciales, tant sur le marché intérieur japonais que sur le marché international, ils ont, à partir des années 1990, exercé une pression constante sur les autorités politiques afin d'infléchir le cours pacifiste de la politique spatiale japonaise, et donc d'enranger de juteux contrats militaires.

Les contradictions croissantes entre les principes pacifistes guidant la politique étrangère du Japon et les réalités d'une politique spatiale de plus en plus clairement dominée par des considérations de sécurité, constituent le fil rouge de l'ouvrage. L'orientation pacifiste sans équivoque qui encadrait les activités spatiales japonaises à leur début (sanctionnée par une résolution de la Diète en 1967) a progressivement cédé le pas à des interprétations plus souples, voire à des contorsions juridiques byzantines, visant à justifier des initiatives spatiales à connotation militaire. La loi fondamentale sur la politique spatiale, adoptée en 2008, a marqué une étape importante, entérinant une interprétation non offensive plutôt que non militaire de la clause d'utilisation de l'espace à des fins pacifiques. Si cette tendance de « normalisation » caractérise la politique étrangère japonaise dans son ensemble, S. M. Pekkanen et P. Kallender-Umezu mettent l'accent sur le rôle central des acteurs industriels dans le cas de la politique spa-

tiale. En particulier, le lobbying de la fédération des organisations économiques japonaises (Nippon Keidanren) a été déterminant dans le changement d'orientation de la politique spatiale japonaise à partir du milieu des années 2000.

Le principal mérite de l'ouvrage est ainsi d'ouvrir la « boîte noire » de l'État, rappelant opportunément que l'analyse d'une politique étrangère nécessite non seulement de tenir compte du contexte géopolitique, mais aussi de saisir les intérêts et les relations entre les différents acteurs nationaux.

Cette approche pose toutefois la question du poids relatif des facteurs internes et externes. Si les intérêts des industriels nippons ont certainement contribué à influencer les décideurs politiques, c'est bien le choc créé par le survol du Japon par un missile balistique nord-coréen en 1998, renforcé par l'essai chinois d'un missile antisatellite (ASAT) en 2007, qui semble avoir été à l'origine du changement d'orientation de la politique spatiale japonaise. En ce sens, le lobbying de l'industrie constituerait un facteur contributif plutôt qu'une variable déterminante.

Plus que le rôle de l'industrie, c'est bien le caractère dual des activités spatiales qui est mis en lumière dans cet ouvrage. Les auteurs l'illustrent de manière convaincante : c'est précisément parce que les industriels ont accumulé une expérience précieuse en développant des satellites et des lanceurs à usage civil que le tournant

de la militarisation a pu être pris facilement. Au final, le Japon est bien une puissance spatiale militaire comme une autre : à l'instar des États-Unis, de la Russie, mais aussi de la Chine et de l'Inde, il tire parti du caractère dual des applications spatiales pour développer une composante spatiale militaire.

Christophe Venet

ÉTATS-UNIS

L'ARGENT DE L'INFLUENCE. LES FONDATIONS AMÉRICAINES ET LEURS RÉSEAUX EUROPÉENS

Ludovic Tournès (dir.)
Paris, Autrement, 2010, 204 pages

L'ouvrage dirigé par Ludovic Tournès retrace à travers huit monographies la stratégie d'expansion européenne des principales fondations américaines au siècle dernier.

Pour asseoir leur suprématie géopolitique, les États-Unis ont mis en place et entretenu un *soft power* qui s'est ajouté, sans toutefois s'y superposer, à l'action et à la dissuasion militaires et diplomatiques traditionnelles. Les fondations, créées par des chefs d'entreprise, pour beaucoup *self-made men*, caresaient un projet de diffusion dans le monde entier, plus particulièrement en Europe, des principes de libéralisme, de démocratie et de paix. Ce projet n'a toutefois pas conduit, les auteurs le soulignent, à une

américanisation de l'Europe : l'émulation fonctionnait dans les deux sens grâce à des personnalités et des réseaux influents. Dans la tradition américaine de l'expert issue du XIX^e siècle, qu'on retrouve encore aujourd'hui dans les *think tanks* sur tout l'échiquier politique américain, l'intellectuel, le savant, le scientifique ont été mis au service d'idéaux à prétention universaliste. Malgré une adaptation parfois difficile aux situations nationales, les fondations se sont appuyées sur des structures existantes pour financer la construction de centres de recherche, des bourses d'études, des achats de livres, l'organisation de colloques, et mettre en place de nouveaux modes de gouvernance universitaire.

Jusqu'en 1914, afin de préserver la paix par la promotion de règles internationales de droit et de négociation interétatique, la Fondation Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace, CEIP) souhaitait être le nœud gordien des organisations pacifistes mondiales. Dans l'entre-deux-guerres, la fondation Rockefeller, via le financement de l'école d'infirmières et de la faculté de médecine de Lyon, a, aux côtés de la grande bourgeoisie lyonnaise, cherché à préserver la santé des ouvriers et des militaires. Rockefeller a également soutenu les sciences économiques à la London School of Economics (LSE) : le savoir était là encore un outil de contrôle et de réforme de la société, et la recherche empirique un auxiliaire du politique et du

monde des affaires, par exemple lors de la crise de 1929. Dans les années 1930, l'émigration aux États-Unis d'intellectuels menacés par le nazisme a obéi à des critères moins humanitaires que scientifiques. En Allemagne, après la Seconde Guerre mondiale, les fondations Rockefeller et Ford se sont efforcées de refonder la pensée, la société et les institutions démocratiques. Il en fut de même en Italie, où l'influence marxiste a été combattue par le développement de l'économie agricole et des relations internationales. Quant à la Fondation pour une entraide intellectuelle européenne, elle a, de 1957 à 1991, au départ dans le cadre du Congrès pour la liberté et la culture et grâce au financement de la fondation Ford – dont le rôle conjoint dans la promotion d'une « intelligence anti-communiste » pendant la guerre froide est connu –, mis en pratique l'idée d'une culture européenne traversant les frontières Est/Ouest. L'œuvre sera poursuivie grâce aux fondations de George Soros.

Le livre démontre donc parfaitement que l'ambition de construire un ordre international du savoir a servi des intérêts réciproques, en période de crise comme de routine. Comme les auteurs le suggèrent, il serait stimulant de pouvoir mesurer les résultats à long terme de ces stratégies sur les plans intellectuel, économique et géopolitique.

Marie-Cécile Naves

EUROPE

THE EUROPEAN UNION AND PEACEBUILDING: POLICY AND LEGAL ASPECTS

Steven Blockmans, Jan Wouters
et Tom Ruys (dir.)

La Haye, TMC Asser Press, 2010,
540 pages

Le présent ouvrage s'intéresse aux politiques européennes de consolidation de la paix, dans une étude réunissant analystes et praticiens. Vingt et un chapitres répartis en cinq parties abordent successivement les questions conceptuelles (I), les partenariats (II), les aspects sécuritaires (III), les questions relatives à l'État de droit, la démocratie et les droits humains (IV) et celles touchant à la gouvernance et au développement économique (V).

Comme le souligne Catherine Ashton dans sa préface, la consolidation de la paix ne répond pas à une définition précise. Il s'agit, le plus souvent dans des environnements postconflits, d'aider à l'établissement d'une « paix solide et durable ». Plus précisément, l'Organisation des Nations unies (ONU) distingue cinq catégories de tâches relevant de la consolidation de la paix : soutien dans le domaine de la sécurité ; soutien aux processus politiques (dialogue, élections, etc.) ; soutien à la fourniture de services de base (eau, santé, etc.) ; soutien au rétablissement de fonctions gouvernementales clés (administration, finances) ; et soutien au développe-

ment économique. L'ONU comme l'Union européenne (UE) insistent pour que ces différents types d'activité fassent l'objet d'une appropriation locale, trop souvent négligée et sans laquelle les processus de consolidation de la paix sont voués à l'échec.

L'UE a embrassé sur le tard l'activité de consolidation de la paix, qui reste faiblement conceptualisée au niveau institutionnel, y compris dans l'ère post-Lisbonne. La consolidation de la paix caractérise pourtant la grande majorité des opérations relevant de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) tout autant que de la Commission (avec l'Instrument de stabilité et le soutien aux institutions d'États fragiles). De fait, des Balkans à la République démocratique du Congo en passant par la Géorgie ou même l'Afghanistan, c'est l'activité de gestion de crise dans son ensemble qui relève d'une logique de consolidation de la paix en environnement postconflituel. Au fil des chapitres, le livre révèle le potentiel et les avantages comparatifs de l'UE en la matière, mais aussi, et sans surprise, les limites de son action et la faiblesse des réalisations à ce jour. L'UE aime à se présenter comme un acteur disposant d'un réel savoir-faire, mais ne peut se prévaloir que de maigres succès, et est confrontée, tout comme l'ONU, aux questions d'efficacité et de légitimité de son action.

Compte tenu de la relative exhaustivité de l'ouvrage, on peut regretter l'impasse sur les effets pervers

des politiques de consolidation de la paix, autour de la critique de l'imposition de la « paix libérale », ainsi que la quasi-absence de documents complétant l'analyse (cartes, tableaux, bibliographie en fin d'ouvrage). De même, les contributions écrites avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne (1^{er} décembre 2009), auraient sans doute mérité une actualisation avant impression. L'on s'étonnera enfin de la confusion dans la présentation des chapitres (introduction) qui ne correspond pas à leur ordre réel. Cela dit, ce troisième volet du triptyque consacré à l'UE et la consolidation de la paix constitue un ouvrage majeur et de référence dans une littérature restée relativement pauvre sur le thème.

Thierry Tardy

MORE MACHIAVELLI IN BRUSSELS. THE ART OF LOBBYING THE EU

Rinus Van Schendelen

Amsterdam University Press,
Amsterdam, 2010, 384 pages

Cet ouvrage constitue la troisième édition d'un texte publié pour la première fois en 2002. Il évoque en premier lieu les pratiques de management des affaires publiques (MAP) ayant cours dans les institutions de l'Union européenne (UE), à Bruxelles et à Strasbourg. Il traite également des moyens d'influence les plus efficaces, grâce auxquels les acteurs « éclairés » s'appliquent à faire prévaloir leurs vues et

leurs objectifs. L'ouvrage soulève les problèmes auxquels s'exposent les décideurs et les *stakeholders* enclins à raisonner soit en termes de force brute, soit en termes de bon droit, de juste cause et de vérités qui s'imposent d'elles-mêmes. Enfin, il détaille les préceptes relationnels à suivre pour éviter la marginalisation accélérée ou la dilapidation inconsidérée de son capital de soutiens. L'auteur est professeur en science politique à l'université Erasmus (Rotterdam), mais il lui arrive aussi de mettre ses talents de coach-conseiller au service des lobbies intéressés et cette double expérience se ressent à la lecture. *More Machiavelli in Brussels* réussit à combiner une variété d'outils conceptuels très riches, qui opèrent à des niveaux d'abstraction plus élevés que ceux figurant habituellement dans les ouvrages de consultants ou de journalistes, et une série éparsée de recommandations tactiques dont on ne trouve guère trace dans les manuels purement descriptifs des enseignants-compilateurs. Attrait non négligeable, cette dualité confère une certaine vivacité à l'écriture.

Les trois premiers chapitres du livre sont consacrés à l'impact de la construction européenne sur le MAP, à la machinerie institutionnelle de Bruxelles et à ses logiques de modélisation. Dans cette partie de l'ouvrage, l'auteur décrit aussi la palette de contacts, d'approches, de ressources et de vecteurs dont disposent les acteurs déterminés à

orienter les préparations et les délibérations à leur avantage. Vient ensuite un quatrième chapitre, d'excellente facture, qui explique comment scanner les arènes dans lesquelles s'élabore la prise de décision et comment mettre à profit les éclairages ainsi obtenus, en tenant compte du tempo propre à chaque dossier. Tous ceux qui s'intéressent aux modes de programmation et d'exploitation du renseignement politico-économique trouveront dans cette partie (p. 157-197) des observations très stimulantes, faisant une large place aux alliances et aux combinaisons de registres que doivent savoir gérer les intervenants. Leçon essentielle : prendre l'« intérêt supérieur de la nation » comme ultime critère d'appréciation ou raisonner en termes d'« adversaires à vaincre et/ou à mortifier » ne constituent pas des options très pertinentes. Sur le long terme, les groupes de pression efficaces sont ceux qui savent rester flexibles, ludiques, amicaux, ouverts et qui évitent de s'enfermer dans des postures manichéennes. Zélotes de la guerre économique s'abstenir (p. 274-275)...

Les deux chapitres suivants examinent la place des lobbies dans le cadre européen et les variables déterminant leur mode effectif d'intervention ou de non-intervention. Évitant l'excès de rationalisme, l'auteur détaille les freins qui réduisent les chances de succès des opérations de MAP : faiblesses de l'émetteur (émotions, dogmes, mythes),

faiblesses de son organisation (dissensions, dénuement, incompetence managériale), faiblesses des canaux de transmission (puissance d'émission limitée, déformation des signaux), faiblesses des systèmes de management des arènes (isolement, incapacité à appréhender la complexité et les situations fluides, manque de réactivité adaptative), faiblesses du récepteur, non-réceptivité de l'environnement, etc. La nécessité d'un casting affiné, faisant appel à des professionnels impliqués, expérimentés et distancés, et non à de vulgaires « parachutés » sans épaisseur, trop confiants dans les pouvoirs supposés de leur rhétorique argumentative, revient en leitmotiv. Le dernier chapitre, enfin, s'intéresse aux effets du MAP sur l'ordre démocratique version UE, et aux moyens de contrebalancer les effets négatifs des lobbies.

Le jugement d'ensemble ? Même si le caractère abscons de certaines évocations (cas d'étude résumés en quelques mots) laisse le lecteur sur sa faim, *More Machiavelli in Brussels* recèle quantité de notations pertinentes, susceptibles de profiter aux diplomates de carrière, aux spécialistes du lobbying et de la veille, aussi bien qu'aux observateurs de la scène communautaire.

Jérôme Marchand

MOYEN-ORIENT

UN ÉTÉ DE FEU AU LIBAN. 2006. LES COULISSES D'UN CONFLIT ANNONCÉ

Alain Pellégrini
Paris, Economica, 2010,
192 pages

En 2004, le général Alain Pellégrini prend le commandement de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), assumant ainsi une double responsabilité militaire et diplomatique en tant que *Force Commander* et *Head of Mission* jusqu'en février 2007.

Dans une première partie particulièrement instructive, l'auteur rappelle les circonstances qui ont conduit l'Organisation des Nations unies (ONU) à déployer ses Casques bleus au Moyen-Orient depuis 1948, dans différents types de missions de surveillance et d'interposition. Ce faisant, l'officier de renseignement qu'il a été livre au lecteur des clés d'analyse simples et claires qui permettent de mieux saisir pourquoi le « pays du Cèdre » fut et demeure à la fois acteur, enjeu et victime des tensions régionales et internationales. Il décrypte ainsi la succession d'événements qui ont abouti au maintien de la FINUL et analyse les faiblesses d'un dispositif « onusien » figé, en dépit de l'évolution importante des équilibres au Liban et au Moyen-Orient entre 2000 et 2006.

La deuxième partie constitue le cœur de l'ouvrage. À la manière d'un journal de marche, le chef de

la FINUL expose, jour par jour, parfois heure par heure, le déroulement des événements qu'il a vécus à la tête des casques bleus. Il livre ainsi au lecteur un témoignage unique sur les opérations menées par Tsahal et le Hezbollah, sur l'attitude du gouvernement libanais, de l'ONU et de certains pays contributeurs, ainsi que sur les difficultés d'une population prise en otage par tous les belligérants. Il décrit l'impuissance des casques bleus réduits au rôle d'observateurs privilégiés dans des conditions souvent périlleuses. Il explique également comment la FINUL s'est efforcée de conserver son rôle de médiateur entre les parties et de venir en aide, avec des moyens limités, aux populations.

Dans une troisième et dernière partie, l'auteur décrit la manière dont l'ONU a tiré des enseignements de cet échec. Adaptation des structures du Département des opérations de maintien de la paix – sous l'impulsion de nations contributrices comme la France ou l'Italie –, nouvelle résolution (1 701), précision renforcée des termes du mandat, règles d'engagement plus musclées, renforcement des structures de commandement ainsi que des moyens de la FINUL, augmentation des effectifs : autant de décisions visant à donner plus de crédibilité à la mission d'interposition des casques bleus. Enfin, fort de son expérience, l'auteur approfondit sa réflexion sur les limites et l'utilité réelle de la FINUL qui, malgré son caractère intérimaire, s'est

imposée comme acteur indispensable sur la scène libanaise, même si son rôle semble osciller entre celui de protagoniste et d'otage.

Au-delà de l'intérêt historique du témoignage du général Pellégrini, ce livre offre une triple analyse. Celle du militaire qui évalue l'utilité d'un dispositif d'après son efficacité ; celle du diplomate qui juge ce même dispositif au regard des gains politiques auxquels il permet d'aboutir ; celle d'un casque bleu agissant dans un contexte où les limites entre action militaire et action politique s'estompent. Ce prisme à trois facettes apporte une riche contribution au débat déjà ancien sur l'utilité de la FINUL.

Benoît Michel

JIHADIST IDEOLOGY.

THE ANTHROPOLOGICAL PERSPECTIVE

Farhad Khosrokhavar
Aarhus, Center for Studies in
Islamism and Radicalization (CIR)/
Aarhus University, 2011,
252 pages

Troisième volume des recherches de Farhad Khosrokhavar sur le radicalisme islamique¹, cet ouvrage propose une réflexion sur les fondements idéologiques qui sous-tendent l'action des djihadistes, qu'ils soient sunnites ou chiïtes. L'auteur envisage le djihadisme

1. Voir F. Khosrokhavar, *Les Nouveaux Martyrs d'Allah*, Paris, Flammarion, 2003 et *Inside Jihadism. Understanding Jihadi Movements Worldwide*, Boulder, CO, Paradigm Publishers, 2009.

comme un courant minoritaire de l'islam, aux côtés du fondamentalisme et du réformisme. Son originalité est double : tout d'abord, l'idéologie djihadiste se distingue par son rejet total de la démocratie assimilée à l'Occident impie et dépravé ; ensuite, les intellectuels djihadistes prônent le recours à la violence pour réaliser leurs utopies. En dépit de sa large audience médiatique sur la scène internationale, le djihadisme ne représente qu'une fraction infime des musulmans, en Occident et dans les mondes musulmans. Par ailleurs, le sociologue estime que le djihadisme est trop souvent analysé au regard de sa seule dimension terroriste, ce qui ne permet pas une compréhension globale et profonde du phénomène. L'approche anthropologique privilégiée dans cet ouvrage permet donc de combler un vide dans la littérature, pourtant déjà très vaste, consacrée à cette branche radicale des islamistes.

Outre l'analyse détaillée et inédite des écrits djihadistes en arabe et en persan, l'un des principaux mérites de ce travail est de combiner l'étude des courants sunnite et chiite du djihadisme international. L'auteur souligne les spécificités des djihadistes chiites, qui s'expliquent par leur statut minoritaire au sein de l'islam (ils représentent environ 10 % des musulmans) et par leurs liens avec l'État théocratique iranien. Son existence prouve d'ailleurs le réalisme des chiites face à l'idéalisme des djihadistes

sunnites qui poursuivent, eux, l'objectif irréaliste de la création d'un État islamique sous la forme d'un califat global. En l'absence de ce califat global, les djihadistes sunnites s'efforcent de mettre en place une avant-garde révolutionnaire fondée sur une idéologie (*Ta'ifah Mansurah*) formulée selon un registre islamique revisité. Malgré ces différences entre sunnites et chiites, ces mouvements partagent l'ambition d'instaurer un « ordre islamique international », ainsi que la croyance dans le caractère absolu des prescriptions islamiques, en particulier en relation avec un système politique démocratique qui produit selon eux « des lois arbitraires issues du peuple ». Plus encore, les djihadistes envisagent la démocratie comme un système non pas primordialement « politique », mais « théologique », la démocratie étant, selon eux, une religion idolâtre. Enfin, leur lecture « fermée » du Coran se fonde sur une herméneutique qui exclut toute ambiguïté dans le discours coranique, à partir d'un manichéisme absolu.

Pour l'auteur, l'idéologie du djihadisme est une des dernières survivances du totalitarisme au XXI^e siècle. L'existence de ce corpus idéologique est également un contre-exemple criant pour les théories popularisées au lendemain de la chute du communisme, qu'il s'agisse de la « fin des idéologies » ou de la « fin de l'Histoire ». Au moment où les pays arabes traversent une période de révoltes et

de révolutions, l'étude des écrits des intellectuels islamistes djihadistes est d'autant plus nécessaire qu'ils honnissent la démocratie réclamée par les musulmans de la région. Alors qu'ils utilisaient dans leurs prédications ce que l'auteur appelle la « sécularisation perversie », liée à la nature autocratique de régimes arabes soutenus par l'Occident, une reconfiguration régionale pourrait mettre à mal leur argumentaire sur la démocratie, vue comme produit de l'hégémonie occidentale en terre musulmane, à travers l'exemple d'Israël.

Enfin, on lira avec attention le chapitre consacré à l'ayatollah Taqi Mesbah Yazdi, un proche allié clérical du président Mahmoud Ahmadinejad. À la lumière de ses

écrits rejetant l'« agression culturelle occidentale » contre la culture islamique de la société iranienne, qui s'inscrirait dans le cadre d'un « complot international » visant à l'occidentalisation des musulmans iraniens, on comprend mieux la réaction des autorités iraniennes face aux aspirations démocratiques portées par le mouvement vert. La dimension « absolue » de l'islam est donc bien la raison pour laquelle djihadistes sunnites et chiites rejettent les sociétés démocratiques et leur système politique. Cet ouvrage est indispensable pour comprendre les évolutions qui touchent le monde musulman – en particulier la relation qu'il entretient avec l'idéal démocratique.

Clément Therme

politique étrangère



A retourner à La DILA 23 rue d'Estrées CS 10733 75345 Paris cedex 07

➔ Acheter un numéro, s'abonner, c'est simple :

@ **En ligne :**
www.ladocumentationfrancaise.fr

✉ Sur papier libre
ou en remplissant
ce bon de commande
à retourner à l'adresse ci-dessus.

➔ Où en est mon abonnement ?

@ **En ligne :**
abonnement@ladocumentation
francaise.fr

☎ Tél 01 40 15 68 60

➔ Une information, un renseignement ?

☎ 01 40 15 70 10

Bulletin d'abonnement et bon de commande

**Je m'abonne à Politique étrangère
un an, 4 numéros**

	France TTC	DOM-COM et RP* HT	Union Européenne TTC	Autres pays HT
Institutions	115 €	142 €	145 €	149 €
Particuliers	75 €	112,60 €	115 €	115 €
Etudiants**	68 €	68,60 €	70 €	68,60 €

* RP (Régime particulier) : pays de la zone francophone de l'Afrique (hors Maghreb) et de l'océan Indien
** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

Je commande les numéros suivants de Politique étrangère

Au prix unitaire de **20 €**

.....
.....

pour un montant de €

participation aux frais d'envoi (sauf abonnement) + 4,95 €

Soit un total de €

Voici mes coordonnées

M. M^{me} M^{lle}

Nom : Prénom :

Profession :

Adresse :

Code postal : Ville :

Mél :

Ci-joint mon règlement de €

Par chèque bancaire ou postal

à l'ordre de : **Comptable du B.A.P.O.I.A. - DF**

(B.A.P.O.I.A. : Budget annexe publications officielles et information administrative)

Par mandat administratif (réservé aux administrations)

Par carte bancaire N°

Date d'expiration : N° de contrôle
(indiquez les trois derniers chiffres situés au dos de votre carte bancaire, près de votre signature)

Date

Signature

Informatique et libertés : conformément à la loi du 6.1.1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant et les rectifier en écrivant au Département Marketing de la DILA. Ces informations sont nécessaires au traitement de votre commande et peuvent être transmises à des tiers sauf si vous cochez ici

